ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

# Perspectives et statistiques du commerce mondial

**Avril 2025**



## À propos de l'OMC

L'Organisation mondiale du commerce est l'organisme international qui s'occupe des règles générales régissant le commerce entre les nations. Sa principale fonction est de favoriser autant que possible la bonne marche, la prévisibilité et la liberté des échanges, et d'assurer des conditions égales entre tous ses Membres.

## Avertissement

La présente publication a été établie par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité. Elle ne reflète pas nécessairement les positions ou les opinions des Membres de l'OMC et elle est sans préjudice de leurs droits et obligations au titre des Accords de l'OMC. Les opinions exprimées et les arguments avancés dans le présent document n'ont pas pour objet de donner une quelconque interprétation juridique ou faisant autorité des dispositions des Accords de l'OMC et ne seront en aucun cas lus ou compris comme ayant une quelconque incidence juridique.

Les termes et illustrations utilisés dans cette publication ne constituent pas ni n'impliquent, de la part du Secrétariat de l'OMC, une prise de position quant au statut ou aux frontières de tout territoire.

## Remerciements

Le présent rapport a été établi sous la direction de Ralph Ossa, Économiste en chef de l'OMC et Directeur de la Division de la recherche économique et des statistiques. Les principaux auteurs étaient Coleman Nee, Barbara D'Andrea Adrian, Eddy Bekkers, Michael Blanga-Gubbay et Marc Auboin. Shradha Bhatia, Lori Chang, Fabio Della Coletta, Florian Eberth, Lee Humphreys, Hryhorii Kalachyhin, Tinotenda Mataire, Donal Smith et Ying Yan ont également collaboré à la production de statistiques, à la modélisation ou à la rédaction.

La Division de l'information et des relations extérieures a également apporté une aide précieuse à l'élaboration du rapport.

# Table des matières


**1. Résumé analytique** **2**

**2. Perspectives du commerce mondial en 2025 et en 2026** **3**

Commerce des marchandises 3
Commerce des services commerciaux 9
Indicateurs liés au commerce 16

**3. Facteurs déterminants du commerce et de la production** **17**

**4. Fragmentation du commerce mondial** **20**

**5. Chapitre analytique: Modéliser l'incertitude en matière de politique commerciale et les modifications des droits de douane** **22**

**6. Tableaux de l'appendice** **31**

Tableau 1 de l'appendice: Commerce mondial des marchandises: principaux exportateurs et importateurs, 2024 31

Tableau 2 de l'appendice: Commerce mondial des marchandises: principaux exportateurs et importateurs, à l'exclusion du commerce intra-UE, 2024 32

Tableau 3 de l'appendice: Principaux exportateurs et importateurs de services commerciaux, 2024 33

Tableau 4 de l'appendice: Principaux exportateurs et importateurs de services commerciaux, à l'exclusion du commerce intra-UE, 2024 34

Tableau 5 de l'appendice: Principaux exportateurs et importateurs de services fournis par voie numérique, 2024 35

**7. Bibliographie** **36**

# Résumé analytique

- Les perspectives du commerce mondial se sont fortement dégradées à cause d'une brutale augmentation des droits de douane et de l'incertitude en matière de politique commerciale. Compte tenu des mesures en vigueur au 14 avril, y compris la suspension des "droits de douane réciproques" des États-Unis, on s'attend maintenant à ce que le commerce mondial des marchandises recule en volume de 0,2% en 2025, avant d'enregistrer une légère reprise, de 2,5%, en 2026. La nouvelle estimation pour 2025 est inférieure de près de 3 points de pourcentage à ce qu'elle aurait été sans les récents changements de politique et témoigne d'un important renversement de tendance par rapport au début de l'année, lorsque les économistes de l'OMC anticipaient une poursuite de l'expansion du commerce favorisée par l'amélioration des conditions macroéconomiques.
- Parmi les risques qui pèsent sur les prévisions figurent l'application par les États-Unis des droits de douane réciproques actuellement suspendus, ainsi que la propagation de l'incertitude en matière de politique commerciale au-delà des relations commerciales impliquant les États-Unis. S'ils étaient appliqués, les droits réciproques feraient baisser de 0,6 point de pourcentage de plus la croissance du commerce mondial des marchandises, ce qui induirait des risques particuliers pour les pays les moins avancés (PMA), tandis que la propagation de l'incertitude en matière de politique commerciale entraînerait une réduction supplémentaire de 0,8 point de pourcentage. Les droits réciproques et la propagation de l'incertitude en matière de politique commerciale se traduiraient conjointement par une baisse de 1,5% du volume du commerce mondial des marchandises en 2025.
- L'incidence des récentes modifications des politiques commerciales varie fortement d'une région à l'autre. Selon les prévisions ajustées, l'Amérique du Nord fait maintenant baisser de 1,7 point de pourcentage la croissance du commerce mondial des marchandises en 2025, ce qui entraîne un chiffre global négatif. La contribution de l'Asie, qui diminue de moitié pour s'établir à 0,6 point de pourcentage, et celle de l'Europe restent positives mais plus faibles que prévu dans le scénario de référence. La contribution combinée des autres régions - Afrique, Communauté d'États indépendants (CEI), y compris certains États associés et anciens États membres, Moyen-Orient, et Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes - baisse aussi mais reste positive.
- On s'attend à ce que les perturbations du commerce entre les États-Unis et la Chine entraînent un important détournement d'échanges, ce qui suscite sur les marchés tiers des inquiétudes concernant une intensification de la concurrence de la Chine. On prévoit que les exportations de marchandises de la Chine augmenteront de 4% à 9% dans toutes les régions en dehors de l'Amérique du Nord en raison de la réorientation des échanges. Parallèlement, les importations des États-Unis en provenance de Chine devraient chuter fortement dans des secteurs comme les textiles, les vêtements et les appareils électriques, ce qui créera de nouveaux débouchés à l'exportation pour les autres fournisseurs qui seront en mesure de combler le vide. Cela pourrait offrir à certains pays moins avancés (PMA) la possibilité d'accroître leurs exportations vers le marché des États-Unis.
- Le commerce des services, bien qu'il ne soit pas directement visé par les droits de douane, devrait lui aussi en subir les effets négatifs. La diminution des échanges de marchandises, induite par les droits de douane, réduit la demande de services connexes, tels que les services de transport et les services logistiques, tandis que l'incertitude généralisée entraîne une baisse des dépenses facultatives relatives aux voyages et un ralentissement des services liés aux investissements. Par conséquent, on prévoit maintenant que le volume mondial du commerce des services commerciaux progressera de 4,0% en 2025 et de 4,1% en 2026, taux qui sont bien inférieurs aux projections de référence de 5,1% et 4,8%. Ces chiffres relèvent d'un nouveau volet de notre analyse: pour la première fois, le présent rapport contient des projections concernant le commerce des services commerciaux, qui complètent nos traditionnelles estimations du commerce des marchandises.
- Les économistes de l'OMC s'attendent à ce que la croissance du PIB mondial aux taux de change du marché soit de 2,2% en 2025 - soit 0,6 point de pourcentage de moins que dans le scénario de référence sans modification des droits - avant de légèrement remonter à 2,4% en 2026. L'incidence des modifications tarifaires devrait se faire sentir principalement en Amérique du Nord (-1,6 point de pourcentage), suivie par l'Asie (-0,4 point) et par l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et les Caraïbes (-0,2 point). L'imposition de droits de douane réciproques devrait avoir un effet limité sur le chiffre global, mais si l'incertitude en matière de politique commerciale se propageait encore plus, le recul du PIB pourrait être deux fois plus important et atteindre 1,3 point de pourcentage par rapport au scénario de référence.
- La récente détérioration des perspectives du commerce fait suite aux bons résultats enregistrés en 2024, année où le commerce mondial des marchandises a progressé de 2,9% en volume et le commerce des services commerciaux a enregistré une croissance de 6,8%. Avec une croissance du PIB mondial de 2,8% aux taux de change du marché, c'était la première année depuis 2017 - à l'exception de la reprise postérieure à la pandémie - lors de laquelle la croissance du commerce des marchandises a été supérieure à celle de la production. En valeur, les exportations mondiales de marchandises ont progressé de 2% pour atteindre 24 430 milliards de dollars EU, ce qui témoigne d'une baisse des prix moyens des exportations et des importations. Les exportations de services commerciaux ont augmenté de 9% pour s'établir à 8 690 milliards de dollars EU, en raison d'une forte demande dans divers secteurs.

# Les niveaux records des droits de douane et l'incertitude en matière de politique commerciale devraient porter un coup au commerce mondial

## Perspectives du commerce mondial en 2025 et en 2026

Au début de l'année, les économistes de l'OMC s'attendaient à ce que la croissance du commerce mondial se poursuive en 2025 et en 2026, avec une croissance du volume du commerce des marchandises qui s'accélérerait progressivement au fil du temps, au même rythme que le PIB, et le volume du commerce des services commerciaux qui augmenterait encore plus rapidement. L'annonce et la mise en œuvre d'une multitude de nouvelles mesures tarifaires depuis janvier ont amené les économistes de l'OMC à réexaminer le paysage commercial, et donc à revoir à la baisse leurs perspectives, fortement en ce qui concerne le commerce des marchandises et plus légèrement en ce qui concerne le commerce des services.

Après avoir ajusté les projections de référence pour tenir compte de l'impact des droits de douane annoncés récemment et de l'incertitude accrue en matière de politique commerciale, les économistes de l'OMC prévoient maintenant une contraction de 0,2% du commerce des marchandises en 2025 – par rapport à une progression de 2,9% en 2024 – avant une augmentation de 2,5% en 2026, ce qui s'explique par une baisse de la demande mondiale. Dans le même temps, la croissance du commerce des services commerciaux devrait ralentir pour s'établir à 4,0% cette année contre 6,8% l'année dernière, avant de connaître une légère augmentation et de passer à 4,1% l'année prochaine.

Selon les projections de référence, la croissance du commerce des marchandises aurait pu s'élever à 2,7% en 2025 et à 2,9% en 2026 si les droits de douane et l'incertitude étaient restés faibles. Parallèlement, la croissance du commerce des services aurait pu atteindre 5,1% cette année et 4,8% l'année prochaine.

Parmi les risques qui pèsent sur les prévisions figurent le rétablissement possible des "droits de douane réciproques" proposés par les États-Unis et actuellement suspendus, ainsi que la propagation de l'incertitude en matière de politique commerciale aux relations commerciales autres qu'avec les États-Unis. Les droits réciproques, s'ils étaient appliqués, feraient baisser de 0,6 point de pourcentage la croissance du volume du commerce des marchandises en 2025, tandis que la propagation de l'incertitude en matière de politique commerciale pourrait entraîner une réduction supplémentaire de 0,8 point de pourcentage, ce qui induirait des risques particuliers pour les pays les moins avancés (PMA). Les droits réciproques et la propagation de l'incertitude en matière de politique commerciale se traduiraient conjointement par une baisse de 1,5% du commerce mondial des marchandises en 2025. Ces scénarios sont examinés en détail plus loin dans le chapitre analytique.

Les récentes perturbations concernant les droits de douane font suite à une bonne année pour le commerce mondial, l'année 2024 où le commerce des marchandises a augmenté de 2,9% et le commerce des services commerciaux a progressé de 6,8%. Parallèlement, le PIB mondial pondéré en fonction du marché a enregistré une croissance de 2,8% et l'année 2024 a donc été la première depuis 2017 (à l'exception de la reprise après la pandémie de COVID-19) où le commerce des marchandises a augmenté plus vite que la production.

En 2024, la valeur en dollars EU des exportations mondiales de marchandises a augmenté de 2% pour atteindre 24 430 milliards de dollars EU, commerce intra-Union européenne compris. La Chine a été le premier exportateur (3 580 milliards de dollars EU) et les États-Unis sont restés le principal importateur (3 360 milliards de dollars EU). L'Union européenne a été la deuxième puissance commerciale, tant pour les exportations (2 800 milliards de dollars EU) que pour les importations (2 630 milliards de dollars EU).

En 2024, la valeur des exportations mondiales de services commerciaux a augmenté de 9% pour atteindre 8 690 milliards de dollars EU. Les États-Unis ont été à la fois le premier exportateur (1 080 milliards de dollars EU) et le premier importateur (787 milliards de dollars EU). Toutefois, si l'on considère l'Union européenne comme une seule entité, ses échanges avec le reste du monde ont été plus importants (1 640 milliards de dollars EU pour les exportations et 1 440 milliards de dollars EU pour les importations). Des statistiques détaillées sur le commerce des marchandises et des services commerciaux des principales économies sont présentées dans les tableaux 1 à 5 de l'appendice.

### Commerce des marchandises

Le caractère inédit du récent changement de politique commerciale représente un défi pour les prévisionnistes économiques étant donné qu'aucun événement directement comparable n'a eu lieu au cours de l'histoire récente, et que les données disponibles sont pour la plupart antérieures à l'introduction des mesures.

Face à cette situation, les économistes de l'OMC ont utilisé les simulations de politiques produites au moyen du Modèle du commerce mondial de l'Organisation pour ajuster leurs prévisions commerciales régulières afin de mieux tenir compte des effets des droits de douane et de l'incertitude. Des renseignements détaillés sur les simulations de politiques et le traitement de l'incertitude figurent dans le chapitre analytique.

Des prévisions de référence fondées sur l'hypothèse d'un maintien de l'environnement caractérisé par des droits de douane faibles et d'une incertitude simplement limitée en matière de politique commerciale ont été établies pour servir de point de comparaison. Ces prévisions ont ensuite été ajustées pour tenir compte des mesures en vigueur au 14 avril, y compris la suspension par les États-Unis des droits de douane réciproques, et mettre ainsi en évidence l'impact que les politiques commerciales adoptées récemment auront probablement sur le commerce et la production au niveau mondial. Ces deux scénarios sont illustrés par le graphique 1, qui indique que le volume du commerce mondial des marchandises continuera d'augmenter à un rythme modéré d'un peu moins de 3% par an dans le scénario de référence. Il indique également que le commerce se contractera de 0,2% en 2025 dans le scénario ajusté avant d'enregistrer une reprise partielle en 2026 avec une progression modérée de 2,5%.

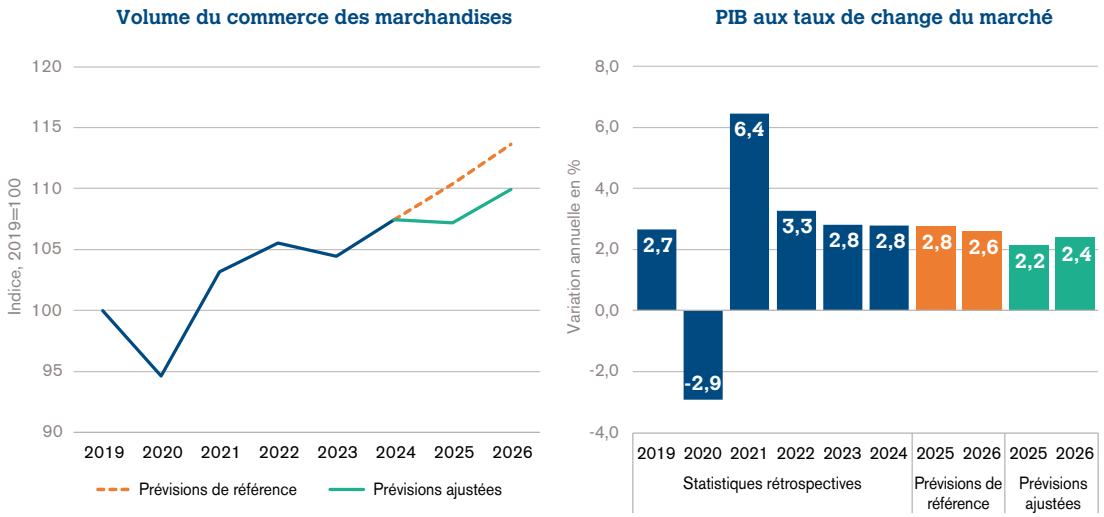
Le Modèle du commerce mondial prévoit aussi un ajustement à la baisse de la production mondiale en raison des nouveaux droits de douane et de l'incertitude accrue en matière de politique commerciale. Les prévisions de référence supposaient que la croissance du PIB mondial aux taux de change du marché se maintiendrait à 2,8% en 2025 avant de descendre à 2,6% en 2026. À la suite de cet ajustement, la croissance du PIB en 2025 devrait atteindre 2,2%, soit 0,6 point de pourcentage de moins par rapport aux prévisions de référence. En ce qui concerne l'année 2026, la croissance devrait se maintenir à 2,4%, soit 0,2 point de pourcentage en dessous des prévisions de référence, un taux qui est inférieur à ce qu'il était dans l'histoire récente.

On s'attend à ce que les répercussions des récentes mesures tarifaires sur le commerce des marchandises diffèrent fortement d'une région à l'autre. Cela est illustré par le graphique 2, qui montre les contributions prévues de l'Amérique du Nord, de l'Europe, de l'Asie et des autres régions à la croissance du volume du commerce des marchandises mesurée en fonction du commerce total (exportations et importations), dans le scénario de référence et le scénario ajusté.

Selon le scénario de référence, toutes les régions devaient apporter des contributions positives à la croissance du volume du commerce des marchandises en 2025 et en 2026, mais celles de l'Amérique du Nord et de l'Asie auraient été plus faibles qu'en 2024. L'Europe devait également apporter une contribution positive à la croissance du commerce en 2025 pour la première fois depuis deux ans, et une contribution légèrement plus importante en 2026. Dans les prévisions ajustées qui représentent mieux la situation actuelle sur le plan des politiques, l'Amérique du Nord fait maintenant baisser de 1,7 point de pourcentage la croissance du commerce mondial en 2025, faisant chuter la croissance mondiale à -0,2%.

## Graphique 1: Croissance du volume du commerce des marchandises et croissance du PIB à l'échelle mondiale, 2019-2026

Indice, 2019=100 et variation annuelle en %

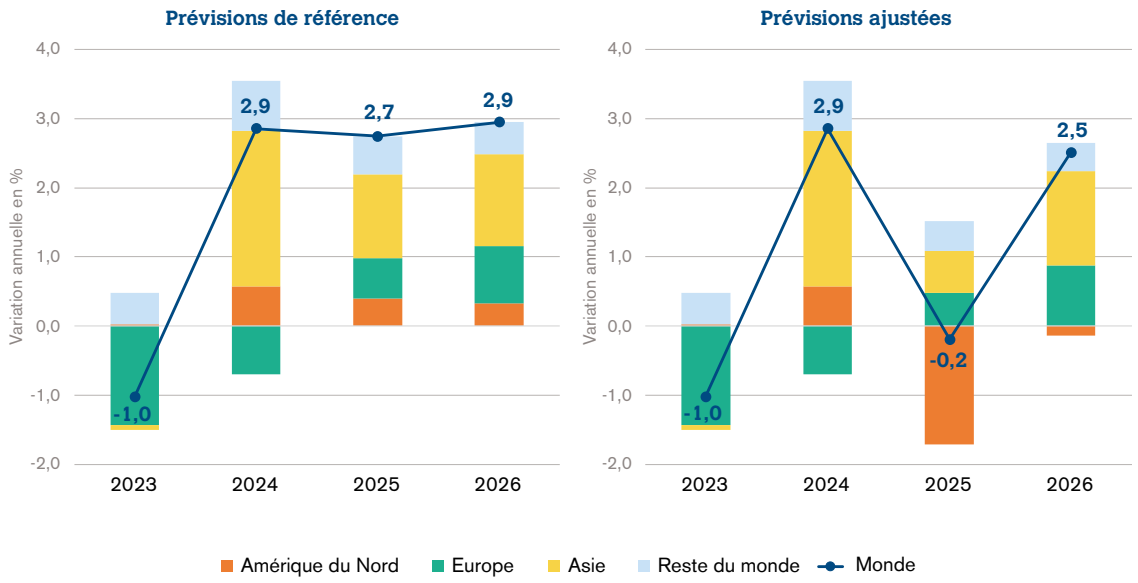



*Note:* Le commerce désigne la moyenne des exportations et des importations. Les chiffres pour 2025 et 2026 sont des projections.

*Source:* Secrétariat de l'OMC pour les statistiques commerciales rétrospectives. Estimations du Secrétariat de l'OMC pour les prévisions commerciales. Estimations consensuelles fondées sur des données de l'OCDE, de la Banque mondiale, du FMI et des Nations Unies, des statistiques nationales et les calculs de l'OMC pour le PIB.

## Graphique 2: Contributions à la croissance du volume du commerce mondial des marchandises par région, 2023-2026

Variation annuelle en %




*Note:* Le commerce désigne la somme des exportations et des importations. Les chiffres pour 2025 et 2026 sont des projections.
*Source:* Estimations du Secrétariat de l'OMC.

La région continue de peser sur le taux de croissance du commerce en 2026, ce qui limite la reprise à 2,5%.

La contribution positive de l'Asie à la croissance du commerce mondial en 2025 est bien plus faible, de seulement 0,6 point de pourcentage, dans les prévisions ajustées, contre 1,2 point de pourcentage dans les prévisions de référence. La contribution de l'Europe est légèrement réduite, à 0,5 point de pourcentage contre 0,6 point de pourcentage (voir le tableau 1). Parallèlement, la contribution collective d'autres régions (y compris l'Afrique, la Communauté d'États indépendants (CEI), le Moyen-Orient et l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et les Caraïbes) tombe de 0,6 point de pourcentage à 0,4 point de pourcentage mais reste positive et varie très peu dans les deux scénarios et pour toutes les périodes. Cela s'explique probablement par l'importance relative de ces régions en tant que productrices de produits énergétiques, dont la demande reste constante.

Le caractère inédit des récents changements de politique commerciale implique que les prévisions doivent être interprétées avec plus de prudence que d'habitude. Les économistes de l'OMC suivront en permanence les données entrantes et fourniront des prévisions actualisées au cours de l'année si nécessaire.

Les prévisions ajustées font apparaître un renversement de tendance par rapport à 2024, année où le volume du commerce mondial des marchandises a progressé légèrement plus vite que le Secrétariat de l'OMC ne l'avait prévu dans son dernier rapport Perspectives et statistiques du commerce mondial, publié en octobre 2024. D'après les estimations figurant dans ce rapport, le volume du commerce mondial des marchandises devait augmenter de 2,7% en 2024, sur la base d'un taux supposé de croissance du PIB mondial de 2,7% aux taux de change du marché. La croissance réelle du commerce pour l'année a été légèrement supérieure, de 2,9%, et la croissance du PIB a elle aussi été légèrement révisée à la hausse et portée à 2,8%, de sorte que le ratio de la croissance du commerce à la croissance du PIB n'a pratiquement pas changé (voir le tableau 1).

Même si les prévisions concernant la croissance du commerce mondial en 2024 annoncées dans les perspectives commerciales d'octobre ont bien failli être exactes, la composition régionale des échanges a connu d'importants changements au cours de l'année. Plus précisément, les exportations de l'Asie ont enregistré de meilleurs résultats que prévu, tout comme les importations de l'Amérique du Nord, bien qu'elles aient toutes diminué vers la fin de l'année (voir le graphique 3). La plus grande influence baissière est venue d'Europe, où les exportations et les importations se sont contractées l'année dernière. Il est à noter que le commerce à l'intérieur de l'Union européenne a reculé de 3,2%, ce qui a entraîné une baisse des totaux européens et mondiaux. Sans la faiblesse du commerce intra-UE, le volume du commerce mondial des marchandises aurait augmenté de 4,3% au lieu de 2,9%, soit une croissance 50% plus rapide que celle du PIB mondial aux taux de change du marché.

## Tableau 1: Croissance du volume du commerce des marchandises et croissance du PIB, 2023-2026 [a]

Variation annuelle en %

| | | | Prévisions de référence (a) | | Prévisions ajustées (b) | | Différence (b-a) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2025 | 2026 | 2025 | 2026 |
| **Commerce mondial [b]** | **-1,0** | **2,9** | **2,7** | **2,9** | **-0,2** | **2,5** | **-2,9** | **-0,4** |
| **Exportations** | | | | | | | | |
| Amérique du Nord | 3,6 | 2,3 | 2,2 | 2,9 | -12,6 | -1,2 | -14,8 | -4,1 |
| Amérique du Sud [c] | 2,4 | 6,2 | 1,4 | 1,2 | 0,6 | 0,9 | -0,8 | -0,2 |
| Europe | -2,9 | -1,7 | 1,4 | 2,3 | 1,0 | 2,5 | -0,3 | 0,2 |
| CEI [d] | -4,3 | 2,3 | 4,0 | -0,1 | 4,4 | 0,1 | 0,4 | 0,1 |
| Afrique | 5,7 | 1,3 | 0,5 | 1,6 | 0,6 | 1,7 | 0,1 | 0,1 |
| Moyen-Orient | 8,1 | 3,7 | 5,2 | 5,0 | 5,3 | 5,1 | 0,1 | 0,0 |
| Asie | 0,2 | 8,0 | 3,3 | 3,3 | 1,6 | 3,5 | -1,7 | 0,1 |
| **Importations** | | | | | | | | |
| Amérique du Nord | -2,2 | 4,7 | 2,8 | 1,6 | -9,6 | -0,8 | -12,5 | -2,4 |
| Amérique du Sud [c] | -4,4 | 6,7 | 6,0 | 1,0 | 5,0 | 0,5 | -1,0 | -0,5 |
| Europe | -5,0 | -2,2 | 2,1 | 2,7 | 1,9 | 2,7 | -0,3 | 0,0 |
| CEI [d] | 18,0 | 5,0 | 0,1 | 2,1 | 0,5 | 2,1 | 0,3 | 0,0 |
| Afrique | 2,6 | 1,8 | 6,2 | 5,4 | 6,5 | 5,3 | 0,3 | 0,0 |
| Moyen-Orient | 9,0 | 15,0 | 6,3 | 6,8 | 6,3 | 6,7 | 0,1 | -0,1 |
| Asie | -0,7 | 4,4 | 3,2 | 3,8 | 1,6 | 3,8 | -1,6 | 0,0 |
| **PIB aux taux de change du marché** | | | | | | | | |
| Monde | 2,8 | 2,8 | 2,8 | 2,6 | 2,2 | 2,4 | -0,6 | -0,2 |
| Amérique du Nord | 2,8 | 2,6 | 2,0 | 1,6 | 0,4 | 1,1 | -1,6 | -0,6 |
| Amérique du Sud [c] | 2,0 | 2,4 | 2,9 | 2,6 | 2,7 | 2,4 | -0,2 | -0,2 |
| Europe | 0,7 | 1,1 | 1,4 | 1,5 | 1,2 | 1,4 | -0,1 | -0,1 |
| CEI [d] | 3,9 | 4,3 | 2,2 | 1,8 | 2,3 | 1,8 | 0,0 | 0,0 |
| Afrique | 3,1 | 2,6 | 4,0 | 3,9 | 4,0 | 3,9 | 0,0 | 0,0 |
| Moyen-Orient | 1,2 | 1,6 | 3,2 | 3,6 | 3,2 | 3,5 | 0,0 | -0,1 |
| Asie | 4,3 | 4,0 | 4,1 | 3,8 | 3,7 | 3,8 | -0,3 | -0,1 |
| **Pour mémoire:** | | | | | | | | |
| Commerce mondial hors commerce intra-UE | -0,4 | 4,1 | 3,1 | 2,9 | -0,3 | 2,3 | -3,5 | -0,6 |
| Exportations de l'Europe hors exportations intra-UE | -1,9 | -1,3 | 1,8 | 1,4 | 1,1 | 1,8 | -0,8 | 0,5 |
| Importations de l'Europe hors importations intra-UE | -5,9 | -1,3 | 3,3 | 2,1 | 2,6 | 3,0 | -0,7 | 1,0 |
| Exportations des pays les moins avancés | 7,1 | 5,0 | 3,5 | 3,7 | 4,8 | 3,9 | 1,3 | 0,2 |
| Importations des pays les moins avancés | -0,4 | 4,4 | 7,0 | 5,6 | 7,6 | 5,6 | 0,5 | -0,1 |
| PIB des pays les moins avancés | 3,2 | 3,1 | 3,9 | 4,6 | 3,9 | 4,5 | 0,0 | -0,1 |

a Les chiffres pour 2025 et 2026 sont des projections.

b Moyenne des exportations et des importations.

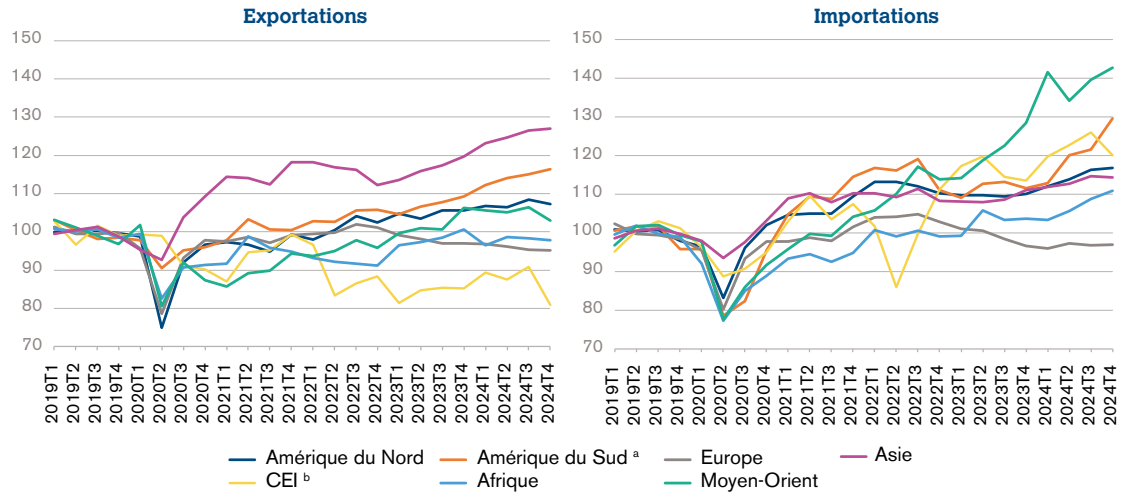
c Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes.

d Communauté d'États indépendants (CEI), y compris certains États associés et anciens États membres.

*Source:* OMC-CNUCED pour les statistiques commerciales rétrospectives. Estimations du Secrétariat de l'OMC pour les prévisions commerciales. Estimations consensuelles fondées sur des données de l'OCDE, de la Banque mondiale, du FMI et des Nations Unies, des statistiques nationales et les calculs du Secrétariat de l'OMC pour le PIB.

## Graphique 3: Indices du volume des exportations et des importations de marchandises par région, 2019T1-2024T4

Indice de volume, 2019=100




a Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes.

b Communauté d'États indépendants, y compris certains États associés et anciens États membres.

*Source:* OMC-CNUCED.

En valeur, le commerce mondial des marchandises mesuré en dollars EU courants a progressé de 2% en 2024 après avoir reculé de 4% en 2023 (voir le graphique 4). Les variations modestes observées au niveau mondial ces deux dernières années masquent d'importantes fluctuations dans certaines catégories de produits. Par exemple, le commerce du matériel de bureau et de télécommunication a enregistré une progression de 10% en 2024 après un recul de 6% en 2023. Parallèlement, le commerce des produits de l'industrie automobile a affiché un recul de 1% en 2024, juste après un bond de 20% l'année précédente.

Les prix ont joué un rôle limité dans la croissance nominale du commerce enregistrée l'année dernière, étant donné que la plupart des variations découlaient de changements de quantité. Le commerce des produits agricoles a progressé de 3% en valeur, ce qui correspond à peu près à la hausse mondiale de 4% du prix moyen en dollars EU des produits agricoles selon les statistiques de la Banque mondiale. Cependant, cette hausse des prix a été beaucoup influencée par les boissons (y compris le café, le thé et le cacao), dont le coût a augmenté de 64% en moyenne en 2024. Les prix des produits alimentaires, à l'exclusion des boissons, ont en réalité baissé de 8% en moyenne, ce qui semble indiquer que les quantités échangées de la plupart des produits agricoles ont augmenté l'année dernière.

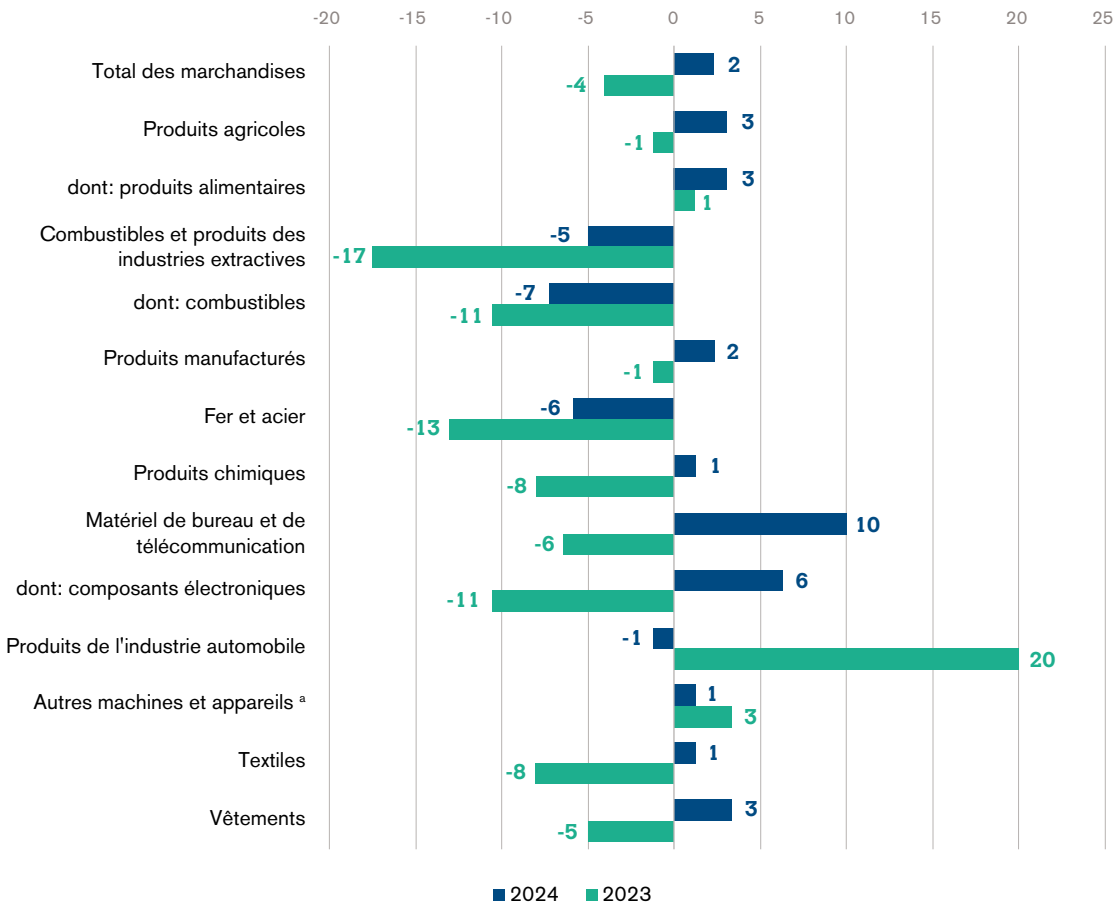
Le commerce mondial des combustibles a chuté de 7% en valeur alors que les prix de l'énergie ont baissé de 5%, ce qui témoigne d'une légère contraction en quantité. Enfin, la valeur en dollars EU du commerce mondial des produits manufacturés a augmenté de 2% l'année dernière, tandis que les prix des produits manufacturés ont baissé de 1,6% d'après les estimations du Secrétariat de l'OMC, ce qui indique une légère augmentation en quantité.

Les pays les moins avancés (PMA) font normalement partie des plus vulnérables aux chocs économiques extérieurs parce que leurs échanges sont souvent concentrés sur un petit nombre de produits et qu'ils ont des ressources limitées pour faire face aux revers. Paradoxalement, la hausse des droits de douane et la montée de l'incertitude observées récemment devraient avoir un effet positif sur les flux commerciaux de marchandises des PMA en 2025, la croissance du volume des exportations atteignant 4,8% selon les prévisions ajustées, contre 3,5% selon les prévisions de référence. La croissance des importations devrait également passer à 7,6% selon les prévisions ajustées contre 7,0% selon les prévisions de référence, tandis que l'évolution du PIB des PMA devrait être négligeable. La croissance plus vigoureuse des exportations s'explique par le fait que de nombreux PMA ont une structure des exportations semblable à celle de la Chine, en particulier en ce qui concerne les textiles et l'électronique, ce qui leur permettra de tirer parti du détournement des échanges induit par les droits de douane plus élevés frappant les marchandises chinoises. Cela est expliqué plus en détail dans la section analytique ci-après.

Les flux commerciaux de marchandises des PMA en dollars EU courants se sont redressés en 2024 après s'être contractés en 2023. Leurs exportations collectives ont progressé de 5% l'année dernière pour atteindre 275 milliards de dollars EU, après avoir reculé de 2% l'année précédente. Parallèlement, leurs importations ont augmenté de 3%, pour s'établir à 349 milliards de dollars EU, après une baisse de 6% en 2023. La part des PMA dans les exportations mondiales de marchandises a atteint un niveau record de 1,12% en 2024, tandis que leur part dans les importations mondiales a égalé leur précédent record de 1,41% enregistré en 2022 (voir le graphique 5).

## Graphique 4: Croissance du commerce des marchandises par produit

Variation annuelle en % des valeurs en $EU

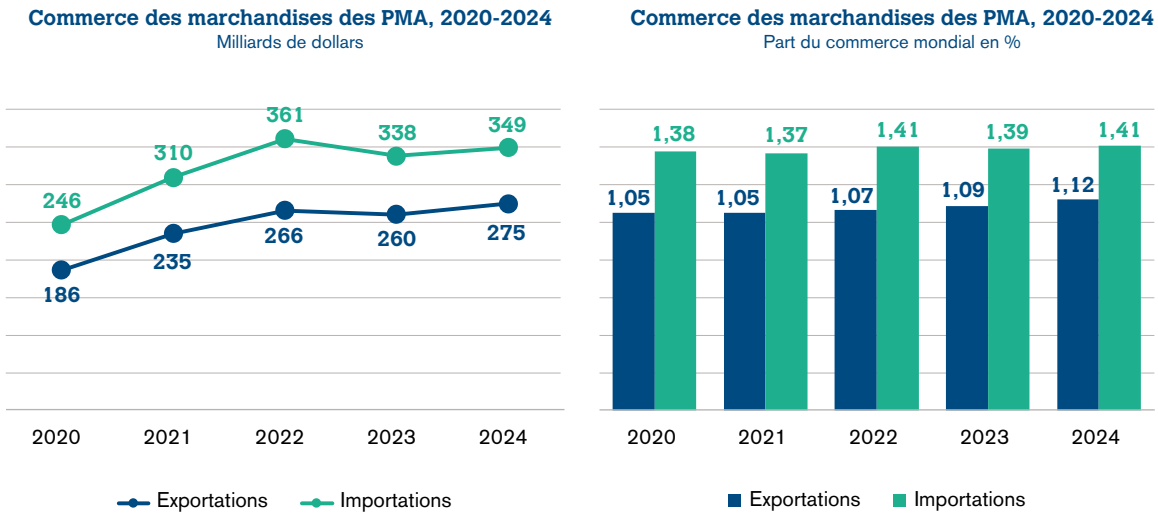



a Inclut les machines et appareils électriques, les machines et appareils non électriques et le matériel de production d'électricité.

*Source:* Estimations OMC-CNUCED pour le total des marchandises, estimations du Secrétariat de l'OMC pour les produits.

## Graphique 5: Commerce des marchandises des PMA, 2020-2024

Milliards de $EU et parts en pourcentage




*Source:* Estimations OMC-CNUCED.

## Commerce des services commerciaux

Pour la première fois, le présent rapport contient des prévisions portant sur le commerce des services, qui viennent compléter les projections relatives au commerce des marchandises. À partir d'un ensemble innovant de données ventilées par secteur sur le commerce des services en volume, élaboré par le Secrétariat de l'OMC, les prévisions visent à aider les décideurs, les analystes et les négociateurs chargés du commerce dans un environnement commercial en évolution rapide.

D'après les prévisions de référence figurant dans le tableau 2, le commerce des services devait progresser de 5,1% en 2025 et de 4,8% en 2026, après avoir enregistré une croissance solide de 6,8% en 2023 et en 2024. Néanmoins, selon les prévisions ajustées, le volume du commerce des services progressera de 4,0% en 2025 et d'un taux légèrement supérieur en 2026 (4,1%). Cela correspond à un recul de 1,1 et 0,7 point de pourcentage, respectivement, pour 2025 et 2026.

Bien que les droits de douane élevés ne concernent que les marchandises, leurs effets se font sentir sur l'ensemble de l'économie, y compris le commerce des services. Ces droits élevés auront une incidence directe sur le volume des marchandises échangées, qui devrait se contracter de 0,2% en 2025. Cela fera baisser la demande de services de transport de marchandises et de services logistiques dans les ports et les aéroports, qui représentent globalement l'essentiel du transport. En 2025, la croissance des services de transport ne devrait être que de 0,5% en volume, alors que le scénario de référence prévoyait une augmentation de 2,9%. En 2026, elle restera faible (1,7%).

La demande de voyages internationaux, en particulier d'agrément, peut fluctuer fortement en fonction de facteurs externes tels que l'évolution des conditions économiques, la stabilité politique, les préoccupations relatives à la santé ou à la sécurité, ou les taux de change défavorables. Le secteur des voyages pourrait donc être le premier à pâtir de l'incertitude économique. Les consommateurs pourraient renoncer à réserver des voyages et des chambres à l'étranger en cas d'augmentation des frais d'hébergement ou des prix des vols, étant donné qu'il s'agit de dépenses facultatives. Les voyages liés aux études et à la santé sont moins sujets aux fluctuations, mais leur destination pourrait changer, par exemple en réaction à des changements dans les politiques en matière de visas. En 2025, la croissance du secteur des voyages devrait ralentir pour s'établir à 2,6%, soit un écart de 1,6 point de pourcentage par rapport au scénario de référence, qui prévoyait une croissance de 4,2%. En 2026, ce secteur devrait rebondir et augmenter de 4,7%.

### Tableau 2: Croissance du volume du commerce des services commerciaux, 2023-2026 [a]

Variation annuelle en %

| | | | Prévisions de référence (a) | | Prévisions ajustées (b) | | Différence (b-a) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2025 | 2026 | 2025 | 2026 |
| **Exportations mondiales** | **6,8** | **6,8** | **5,1** | **4,8** | **4,0** | **4,1** | **-1,1** | **-0,8** |
| **Par région** | | | | | | | | |
| Amérique du Nord | 5,1 | 4,1 | 2,4 | 2,3 | 1,6 | 2,3 | -0,7 | 0,0 |
| Amérique du Sud [b] | 7,1 | 7,0 | 2,7 | 2,2 | -1,1 | 1,1 | -3,8 | -1,1 |
| Europe | 2,6 | 5,5 | 5,8 | 4,8 | 5,0 | 4,4 | -0,8 | -0,4 |
| CEI [c] | 7,2 | 8,1 | 3,6 | 3,0 | 1,1 | 3,5 | -2,5 | 0,5 |
| Afrique | 15,9 | 4,9 | 1,8 | 3,4 | -1,6 | 5,3 | -3,4 | 1,8 |
| Moyen-Orient | 9,9 | 4,1 | 5,4 | 4,2 | 1,7 | 1,0 | -3,7 | -3,2 |
| Asie | 15,4 | 11,1 | 5,5 | 6,6 | 4,4 | 5,1 | -1,1 | -1,5 |
| **Par secteur** | | | | | | | | |
| Transports | -4,4 | 4,5 | 2,9 | 3,3 | 0,5 | 1,7 | -2,5 | -1,6 |
| Voyages | 26,4 | 11,0 | 4,2 | 4,6 | 2,6 | 4,7 | -1,6 | 0,1 |
| Autres services commerciaux | 5,4 | 6,3 | 6,1 | 5,3 | 5,3 | 4,4 | -0,8 | -0,9 |
| dont: Services fournis par voie numérique | 4,7 | 5,7 | 6,6 | 5,8 | 5,6 | 4,7 | -0,9 | -1,1 |

a Les chiffres pour 2025 et 2026 sont des projections. Le commerce désigne les exportations.

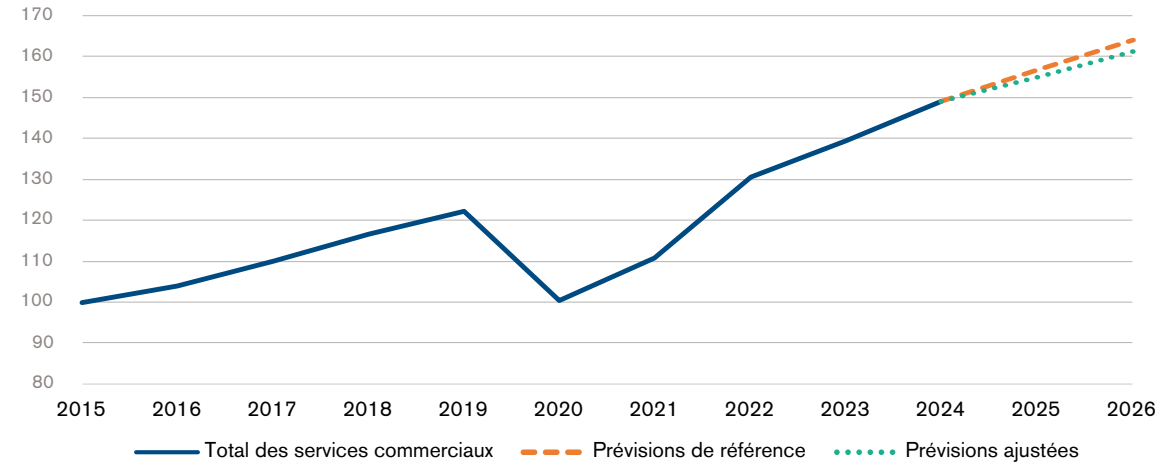
b Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes.

c Communauté d'États indépendants (CEI), y compris certains États associés et anciens États membres.

*Source:* Estimations du Secrétariat de l'OMC.

## Graphique 6: Volume du commerce des services commerciaux, 2015-2027

Indice, 2015=100




*Note:* Le commerce désigne les exportations. Les chiffres pour 2025 et 2026 sont des projections.
*Source:* Estimations du Secrétariat de l'OMC.

Un large éventail de services intermédiaires d'appui au commerce des produits manufacturés ou à la production d'autres services, tels que les services professionnels, d'ingénierie et de recherche-développement, ainsi que les services informatiques et divers services fournis aux entreprises, seront affectés par l'actuel contexte économique et pourraient connaître une baisse de la demande. Les tensions commerciales pourraient conduire à un durcissement de la réglementation en matière de licences de propriété intellectuelle, ce qui limiterait la croissance des services fournis par voie numérique, par exemple ceux qui sont fournis par l'intermédiaire de plates-formes de diffusion en continu, de jeux en ligne ou d'enseignement à distance, et réduirait les exportations des fournisseurs de ces services. Les services financiers pourraient aussi être touchés, car le contexte économique incertain pourrait se traduire par une baisse des investissements et des transactions, y compris celles qui sont effectuées par les consommateurs au moyen de cartes de crédit. En revanche, le secteur des autres services commerciaux sera le secteur de services le moins touché. Ces services devraient progresser de 5,3% en volume, soit un écart de moins de 1 point de pourcentage par rapport au scénario de référence, qui prévoyait une croissance de 6,1%. Au sein de cette catégorie, les services fournis par voie numérique devraient maintenir une forte croissance, à savoir 5,6% en 2025, contre 6,6% dans le scénario de référence, et 4,7% en 2026.

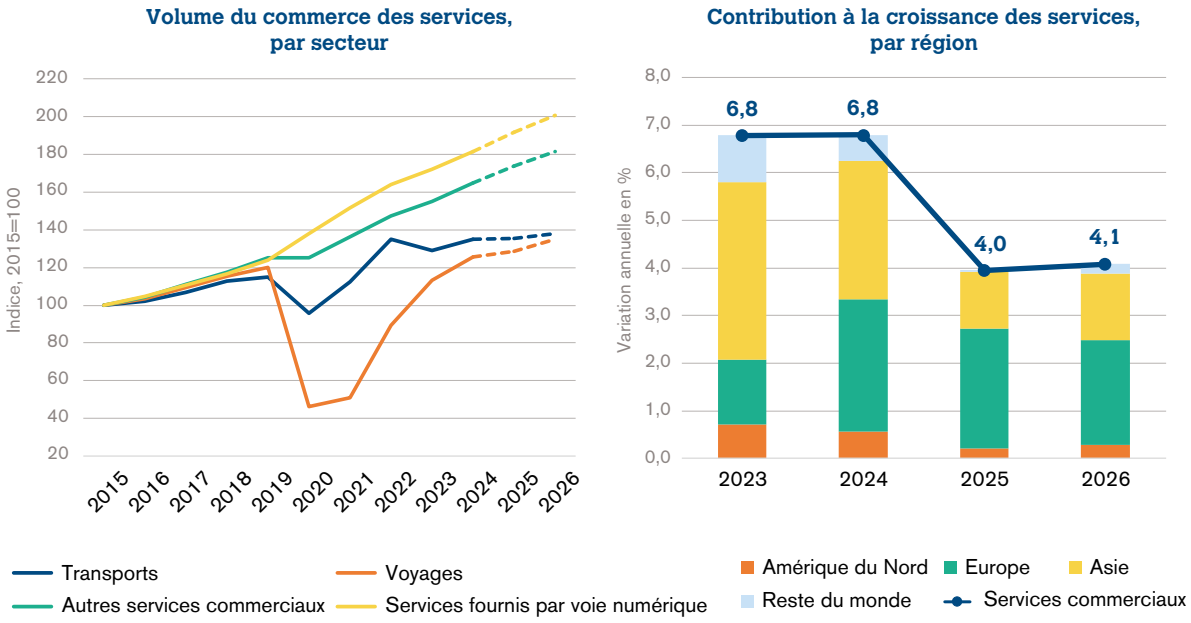
Le scénario de référence prévoyait que toutes les régions contribuent positivement à la croissance du volume des exportations de services en 2025 et en 2026 (voir le tableau 2). Les risques de détérioration ont conduit à une révision des prévisions, avec des effets régionaux inégaux. En 2025, la majeure partie de la croissance des services sera attribuable à l'Europe, dont la croissance sera de 5,0% selon le scénario ajusté, contre 5,8% selon les prévisions de référence. Cette croissance se poursuivra à un taux de 4,4% en 2026. Selon les projections, les exportations de services des économies asiatiques devraient augmenter de 4,4% en 2025, soit un écart de 1,1 point de pourcentage par rapport au scénario de référence, et de 5,1% en 2026. Ce chiffre représente une baisse de 1,5 point de pourcentage par rapport aux projections antérieures. La croissance de l'Amérique du Nord ralentira en 2025 pour s'établir à 1,6%, contre 2,4% selon les projections antérieures. Toutefois, la croissance des exportations de services augmentera en 2026, de 2,3%, ce qui correspond aux prévisions de référence pour la région.

Les prévisions révisées sont plus négatives pour le Moyen-Orient, puisqu'une baisse de 3,7 points de pourcentage pour 2025 et de 3,2 points de pourcentage pour 2026 est annoncée. Les exportations de services devraient progresser de 1,7% en 2025 et de 1,0% en 2026. Dans la Communauté d'États indépendants (CEI), la croissance devrait être de 1,1% en 2025 et de 3,5% en 2026, contre 3,6% et 3,0%, respectivement, selon les prévisions de référence.

Les perspectives pour 2025 sont en demi-teinte pour l'Afrique ainsi que pour l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et les Caraïbes, qui devraient enregistrer des baisses records. Il était initialement prévu que la croissance des exportations de services de l'Afrique augmente de 1,8% en 2025 et de 3,4% en 2026. Ces chiffres ont été révisés à la baisse, et le scénario ajusté prévoit un taux de -1,6% en 2025, mais une reprise à 5,3% en 2026. La région de l'Amérique du Sud, de l'Amérique centrale et des Caraïbes sera aussi l'une des plus affectées par le contexte économique incertain, les exportations de services devant chuter de 1,1% en 2025, alors qu'une croissance de 2,7% était prévue dans le scénario de référence. Les perspectives de la région restent médiocres en 2026, avec une croissance prévue de 1,1%.

## Graphique 7: Prévisions ajustées concernant le volume du commerce des services commerciaux, 2015-2026

Indice, 2015=100 et variation annuelle en %




*Note:* Le commerce désigne les exportations. Les chiffres pour 2025 et 2026 sont des projections.

*Source:* Estimations du Secrétariat de l'OMC.

## Encadré 1: Mesurer le commerce mondial des services en volume

Les services représentent le segment le plus dynamique du commerce mondial. Néanmoins, la mesure du commerce des services est moins avancée que celle du commerce des marchandises à bien des égards. Les services sont complexes, intangibles, souvent personnalisés et, à la différence des marchandises, ils peuvent être échangés selon différents moyens ou modes de fourniture. Le manque de précision dans la mesure des services, l'absence de statistiques bilatérales, y compris dans les économies les plus avancées, et les retards dans la communication d'informations sont des problèmes bien connus. Au fil des années, le Secrétariat de l'OMC s'est efforcé de combler ces lacunes en établissant des ensembles de données innovants pour aider les négociateurs chargés du commerce et les décideurs du monde entier.

Un des problèmes tient à ce que les services sont uniquement mesurés en valeur. Contrairement aux statistiques sur le commerce des marchandises, qui sont compilées au niveau national en valeur (termes nominaux) et en volume (termes réels), les statistiques sur le commerce des services étaient produites uniquement en valeur, en raison de l'absence de prix internationaux. Bien que les comptes nationaux puissent contenir des statistiques distinctes sur le commerce des services en volume, aux fins de la mesure du PIB, les services sont souvent groupés avec les marchandises et il n'y a pas de ventilation sectorielle.

Ces dernières années, l'inflation a fortement augmenté dans tous les pays, alimentée par les perturbations des chaînes d'approvisionnement liées à la pandémie, les mesures de relance adoptées par les gouvernements et la hausse des prix de l'énergie, conjuguée à une forte volatilité des taux de change. Certains secteurs, comme ceux des transports ou de l'hôtellerie et de la restauration, qui représentaient 40% du commerce mondial des services avant la pandémie, ont été parmi les plus touchés, en particulier dans les économies en développement. Dans le même temps, les transactions de services en dollars EU effectuées par de nombreuses grandes économies dans des secteurs tels que les services professionnels et les services fournis aux entreprises ou les services financiers ont diminué en raison des fluctuations monétaires, ce qui a modifié les flux commerciaux mondiaux.

Les économistes de l'OMC, encouragés par l'élaboration de prévisions sur le commerce des services par le Secrétariat de l'OMC et par la nécessité de considérer la structure des échanges de services par secteur au-delà des distorsions inflationnistes et des fluctuations monétaires, se sont efforcés d'établir des estimations du commerce des services en volume.

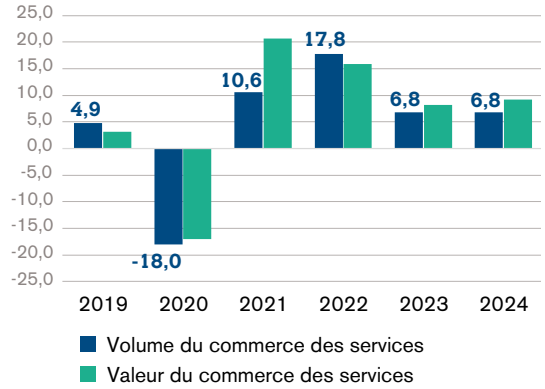
En l'absence d'indices des prix à l'exportation, d'indices des prix à la consommation adaptés aux dépenses des voyageurs étrangers ou d'indices implicites des prix du PIB, des indices des prix à la production des services par secteur, disponibles pour chaque économie et recalculés sur la base de 2015 comme année de référence commune, ont servi à ajuster les valeurs des exportations de services exprimées en monnaies locales en fonction de l'inflation. L'ensemble de données ainsi obtenu a été converti en dollars EU de 2015 à l'aide des taux de change nominaux. Cela permet d'éliminer l'incidence de la volatilité des taux de change sur les flux réels et assure ainsi la comparabilité des données entre les pays.

Selon les estimations préliminaires, à l'échelle mondiale, la croissance du commerce des services en valeur a généralement été supérieure à la croissance en volume, notamment en 2021, en raison de la forte hausse de l'inflation. Cette tendance s'est toutefois inversée en 2022, lorsque le dollar EU s'est apprécié par rapport aux monnaies des chefs de file du commerce des services. Par exemple, la croissance du commerce des services informatiques en volume est estimée à 11,4% en 2022, soit 4,4 points de pourcentage de plus que la croissance en valeur.

L'inflation ayant diminué et les taux de change s'étant normalisés en 2023-2024, la croissance du volume et celle de la valeur du commerce des services se sont rapprochées. Néanmoins, dans des secteurs tels que les services informatiques, dans lesquels les nouvelles technologies, comme l'IA, progressent rapidement, la croissance plus forte du commerce en valeur peut résulter de l'augmentation de la qualité et de la complexité des services fournis, qui les rend plus coûteux à produire et à fournir au niveau international.

### Graphique 8a: Croissance du commerce des services commerciaux en valeur et en volume, 2019-2024

Variation annuelle en %

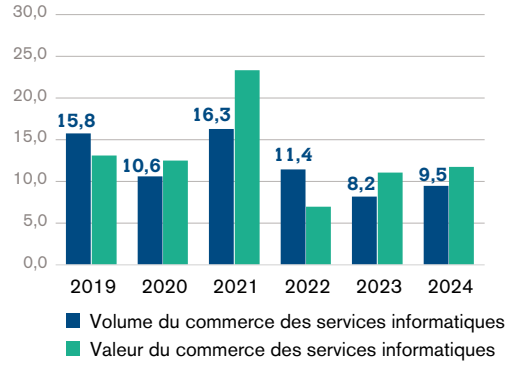



*Note:* Le commerce des services est mesuré par les exportations.

*Source:* Estimations du Secrétariat de l'OMC pour le volume du commerce des services. OMC-CNUCED pour la valeur du commerce des services.

### Graphique 8b: Croissance du commerce des services informatiques en valeur et en volume, 2019-2024

Variation annuelle en %




*Note:* Le commerce des services est mesuré par les exportations.

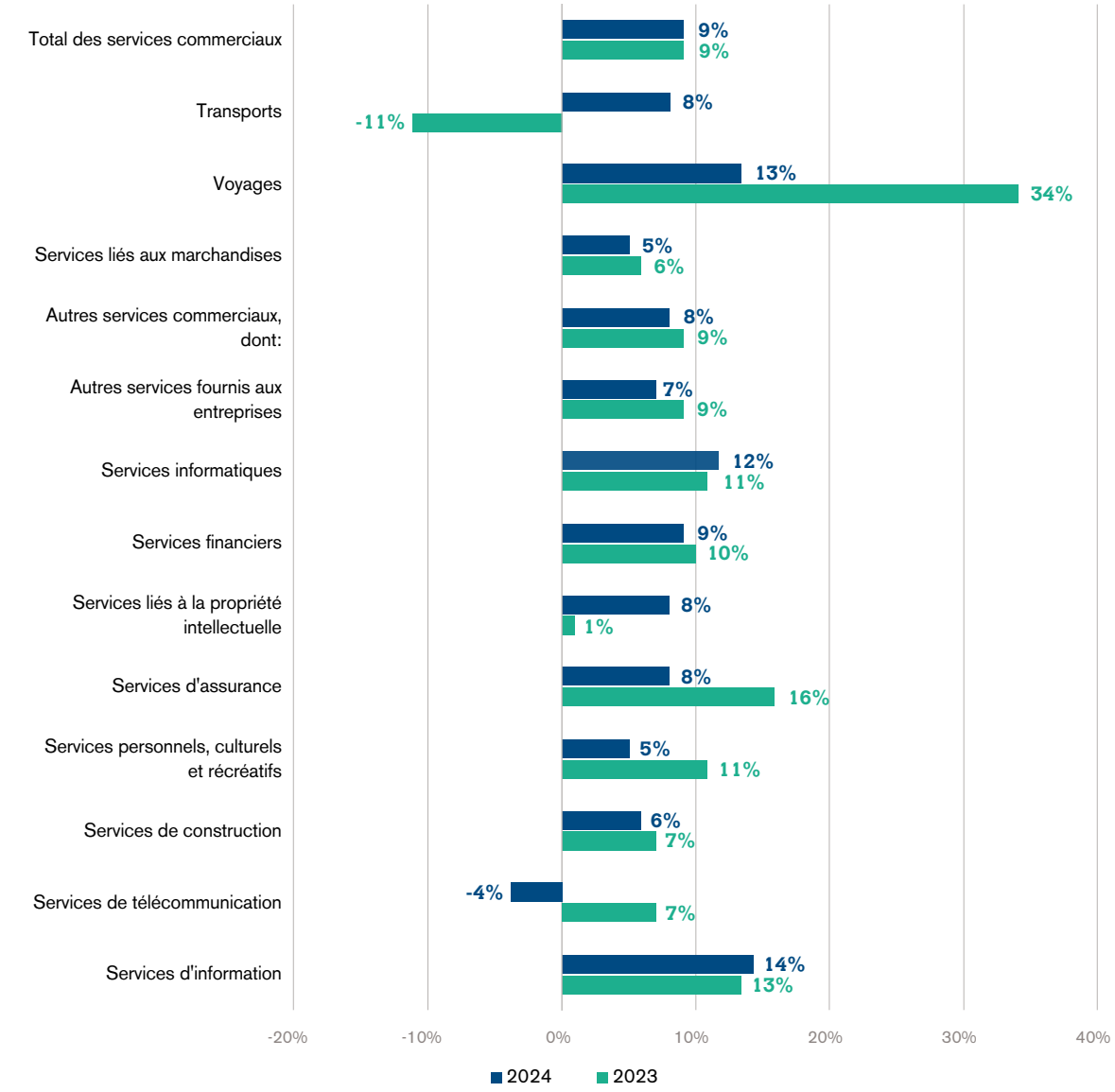
*Source:* Estimations du Secrétariat de l'OMC.

En 2024, d'après les statistiques de la balance des paiements, les services ont représenté 26,4% du commerce mondial, soit la part la plus élevée depuis 2005. C'est notamment grâce à l'augmentation de la demande de services et aux progrès de la numérisation que la contribution des services au commerce mondial s'est accrue. En 2024, le commerce des services s'est élevé à 8 690 milliards de dollars EU, soit une augmentation de 9% et une croissance analogue à celle de 2023 (voir le graphique 9). Cela contraste fortement avec le commerce des marchandises, qui n'a augmenté que de 2% en 2024.

Les exportations de services ont augmenté de 13% en Asie et de 8% en Europe et en Amérique du Nord en 2024. La région de l'Amérique du Sud, de l'Amérique centrale et des Caraïbes a aussi enregistré de bons résultats (+9%). La croissance modérée des exportations en Afrique (3% seulement) traduit une baisse des recettes issues des transports. Les importations ont également affiché une forte croissance dans le monde, sauf au Moyen-Orient, où une contraction de 1% a été enregistrée.

## Graphique 9: Croissance du commerce des services commerciaux par secteur, 2023-2024

Variation annuelle en %




*Note:* Le commerce des services est mesuré par les exportations. Les autres services commerciaux sont classés en fonction de leur part relative dans le commerce des services.

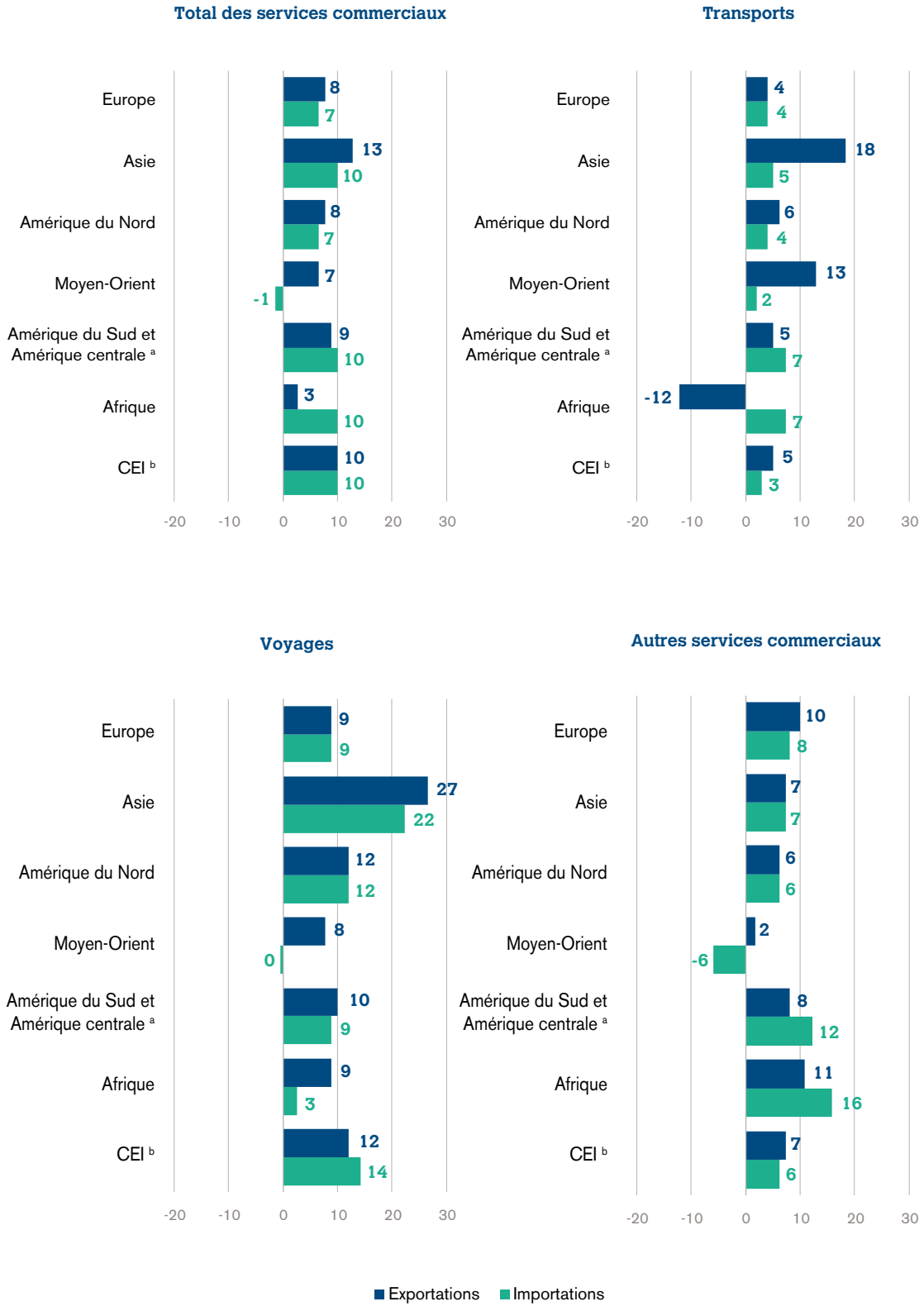
*Source:* Estimations du Secrétariat de l'OMC pour les sous-secteurs des autres services commerciaux. OMC-CNUCED pour le total des services commerciaux et les principaux secteurs.

En 2024, les transports ont augmenté de 8% au niveau mondial pour atteindre 1 480 milliards de dollars EU, après avoir accusé une baisse de 11% en 2023 (voir le graphique 9). Les taux de fret ont augmenté, en particulier au second semestre de l'année, dans un contexte de perturbations persistantes des grandes routes commerciales et d'événements géopolitiques. Les prix mondiaux du fret, qui ont été extrêmement volatiles ces dernières années, étaient 4 fois plus élevés qu'en 2023, atteignant près de 6 000 dollars EU pour un conteneur de 40 pieds à la mi-juillet de 2024, selon les données de l'indice mondial des conteneurs de Drewry (WCI).

En 2024, les exportations de services de transport de l'Asie ont augmenté de 18% (voir le graphique 10), avec un pic de 29% en Chine. Au troisième et quatrième trimestres de l'année, les exportations de services de transport de la Chine ont bondi de 47% et 50%, respectivement, en raison d'une forte augmentation des expéditions. La valeur des exportations de services de transport d'autres économies asiatiques était légèrement inférieure aux niveaux records enregistrés en 2022. Singapour, par exemple, a enregistré une croissance annuelle de 16%. L'expansion du commerce électronique a continué de stimuler le fret aérien, en réponse à la forte demande de l'Europe et des États-Unis, selon l'Association du transport aérien international.

## Graphique 10: Croissance du commerce des services commerciaux par région et par grand secteur, 2024

Variation annuelle en %




a Y compris les Caraïbes.

b Communauté d'États indépendants, y compris certains États associés et anciens États membres.

*Source:* Estimations OMC-CNUCED.

À la fin de 2024, les arrivées de touristes internationaux n'étaient inférieures que de 1% aux niveaux d'avant la pandémie, selon l'ONU Tourisme. La reprise du tourisme a été favorisée par la baisse des taux d'inflation et les régimes d'exemption de visa adoptés tout au long de l'année par de nombreux pays. Les dépenses d'hébergement, de restauration, de loisirs et pour des souvenirs et d'autres services effectuées par les voyageurs dans des économies étrangères ont atteint 1 740 milliards de dollars EU, soit une hausse de 13% en valeur et de 11% en volume (en dollars EU constants de 2015), selon de nouvelles estimations du Secrétariat de l'OMC.

L'organisation de grands événements sportifs, tels que le Championnat d'Europe de football de l'UEFA en Allemagne et les Jeux olympiques en France, a bénéficié aux exportations de voyages de l'Europe, qui ont augmenté de 9% par rapport à une base déjà élevée en 2023. Bien que toutes les régions aient contribué à la croissance en 2024, l'Asie en a été le principal moteur, notamment la Chine, tant du côté de l'offre que de la demande. Les exportations de voyages de ce pays ont plus que doublé, dépassant pour la première fois, de 7%, les niveaux enregistrés avant la pandémie, tandis que ses dépenses à l'étranger ont finalement retrouvé les niveaux de 2019.

La croissance des exportations de voyages s'est aussi maintenue en Amérique du Nord, et les exportations des États-Unis ont augmenté de 14%. Les exportations de voyages de l'Afrique ont progressé de 9%, de nombreux pays de la région ayant enregistré une croissance à deux chiffres, dont la Namibie (26%), la Tanzanie (19%) et l'Ouganda (13%). En Amérique du Sud, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, la croissance a été de 10%.

Les autres services commerciaux, qui représentent environ 60% du commerce des services, ont progressé de 8% en 2024, pour atteindre 5 180 milliards de dollars EU. La croissance a été moins rapide qu'en 2023, car les services de télécommunication se sont contractés de 4%. Cela s'explique principalement par une baisse des exportations de l'Europe, qui représentent 47% des exportations mondiales de télécommunications. Une concurrence accrue, des progrès en matière de connectivité et une forte demande de données moins chères et plus rapides de la part des consommateurs, par exemple pour la diffusion en continu et le travail à distance, ont contribué à faire baisser les prix ces dernières années. En fait, selon les estimations du Secrétariat de l'OMC, la contraction en volume a été encore plus prononcée et s'est élevée à 6% au niveau mondial, les prix des télécommunications ayant chuté dans de nombreux pays.

Les autres services fournis aux entreprises, qui constituent la plus grande catégorie d'autres services commerciaux, ont progressé de 7% en 2024. Bien que la croissance ait été légèrement inférieure à celle de 2023, certains sous-secteurs ont connu une expansion plus importante. Les services de recherche-développement (R&D) ont progressé de 12% et l'Union européenne a enregistré une augmentation de 28%, les exportations de l'Irlande ayant presque quadruplé. L'Irlande est devenue un pôle mondial pour l'innovation et les technologies de pointe, et exporte un large éventail de services de R&D à forte valeur, y compris des services de développement de produits pharmaceutiques et de dispositifs médicaux, ainsi que des services liés aux logiciels et à la recherche sur l'IA. Une forte croissance des services de R&D a aussi été observée en Asie, atteignant 27% au Japon et 5% à Singapour.

En 2024, les services informatiques ont progressé de 12%, atteignant la barre des 1 000 milliards de dollars EU. En raison de l'utilisation croissante de l'IA dans des domaines tels que le développement d'agents conversationnels, l'apprentissage automatique et l'analyse prédictive, ainsi que pour répondre aux besoins en matière de cybersécurité, la demande mondiale de services informatiques s'est encore accélérée. L'essor rapide du commerce électronique et des plates-formes numériques, y compris dans les économies en développement, a également favorisé ce processus.

Les entreprises externalisent de plus en plus les services des technologies de l'information (TI) et le développement de logiciels pour accéder à une main-d'œuvre qualifiée à un coût moindre. Cette tendance devrait se maintenir à mesure que les entreprises s'adaptent aux nouvelles technologies et aux préférences des consommateurs pour les solutions numériques. En 2024, une croissance des services informatiques à deux chiffres a été enregistrée dans de nombreuses économies développées et en développement, comme l'Indonésie (61%), le Pérou (42%), Maurice (37%) et l'Égypte (22%). Aux États-Unis, les exportations de services informatiques ont augmenté de 15% et dans l'Union européenne, elles ont augmenté de 14%.

La numérisation et l'amélioration de la connectivité mondiale ont permis de fournir des services informatiques à distance. D'après les estimations du Secrétariat de l'OMC, en 2024, les services informatiques fournis par voie numérique ont représenté 21,2% des exportations mondiales de services fournis par voie numérique. Leur part a augmenté rapidement, puisqu'ils représentaient 15,6% en 2019, juste avant la pandémie de COVID-19. Globalement, les exportations mondiales de services fournis par voie numérique ont atteint 4 640 milliards

de dollars EU en 2024, en hausse de 8,3%. La part de ces services – qui font l'objet d'échanges transfrontières par l'intermédiaire de réseaux informatiques et qui vont des services financiers, professionnels et de gestion à la diffusion en continu de musique et de vidéos – est en hausse et représentait 14,5% des exportations mondiales de marchandises et de services.

En 2024, la croissance des services fournis par voie numérique a continué de dépasser celle des marchandises. Selon les estimations préliminaires du Secrétariat de l'OMC, les exportations de l'Afrique ont bondi de 13%, soit deux fois plus que le taux mondial, tandis que ses exportations de marchandises ont augmenté de moins de 2%. La contribution du continent aux exportations mondiales de services fournis par voie numérique progresse régulièrement tous les ans, bien qu'elle soit restée inférieure à 1% en 2024 (0,9%). Une forte croissance a été enregistrée en Amérique du Sud, en Amérique centrale et dans les Caraïbes ainsi qu'en Europe (10% pour ces deux régions), tandis que celle de l'Asie a été relativement modeste, atteignant seulement 6%, à l'image des augmentations enregistrées en Amérique du Nord. Des estimations complètes sur le commerce des services fournis par voie numérique ventilées par secteur, par économie et par région peuvent être obtenues sur la Plate-forme de données sur le commerce mondial des services de l'OMC (www.wto.org/services_hub).

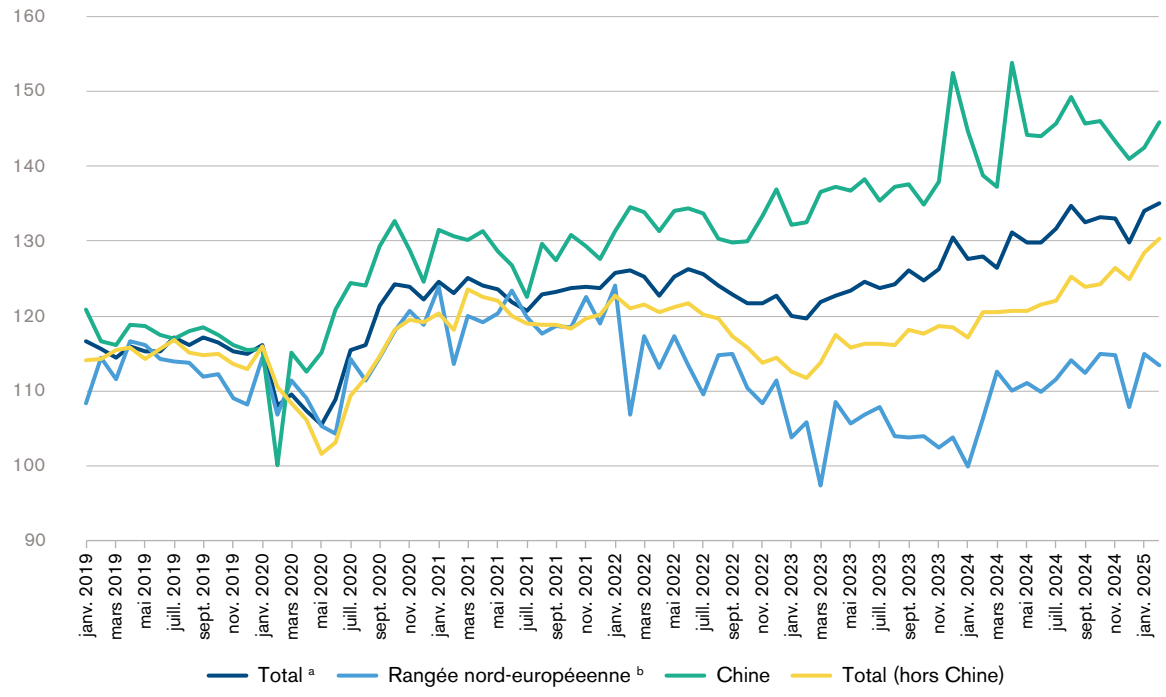
## Indicateurs liés au commerce

Le trafic de conteneurs dans les principaux ports internationaux est un indicateur clé du volume des échanges mondiaux de marchandises. En février 2025, les effets des augmentations des droits de douane appliqués par les États-Unis n'étaient pas encore manifestes dans les données sur le trafic, et aucune tendance positive ou négative ne se dégageait clairement. C'est ce que montre le graphique 11 au moyen de l'indice RWI/ISL du trafic mondial de conteneurs, qui mesure le trafic total de 92 ports internationaux représentant environ 64% du trafic mondial de conteneurs.

Cet indice, de base 100 en 2015, a atteint 135,1 points en février (valeur corrigée des variations saisonnières), contre 134,0 points en janvier. Cette hausse est due à l'augmentation du trafic de conteneurs dans la plupart des régions. Néanmoins, les ports européens ont enregistré une légère baisse. Au niveau mondial, la croissance en glissement mensuel du trafic en février était conforme à la moyenne des deux années précédentes. Toutefois, en février, la croissance mensuelle du trafic dans les ports chinois a été plus forte que la moyenne sur deux ans, ce qui pouvait suggérer une augmentation des achats en prévision de la majoration des droits de douane aux États-Unis.

### Graphique 11: Indice du trafic mondial de conteneurs, janvier 2019-février 2025

Indice corrigé des variations saisonnières, 2015=100



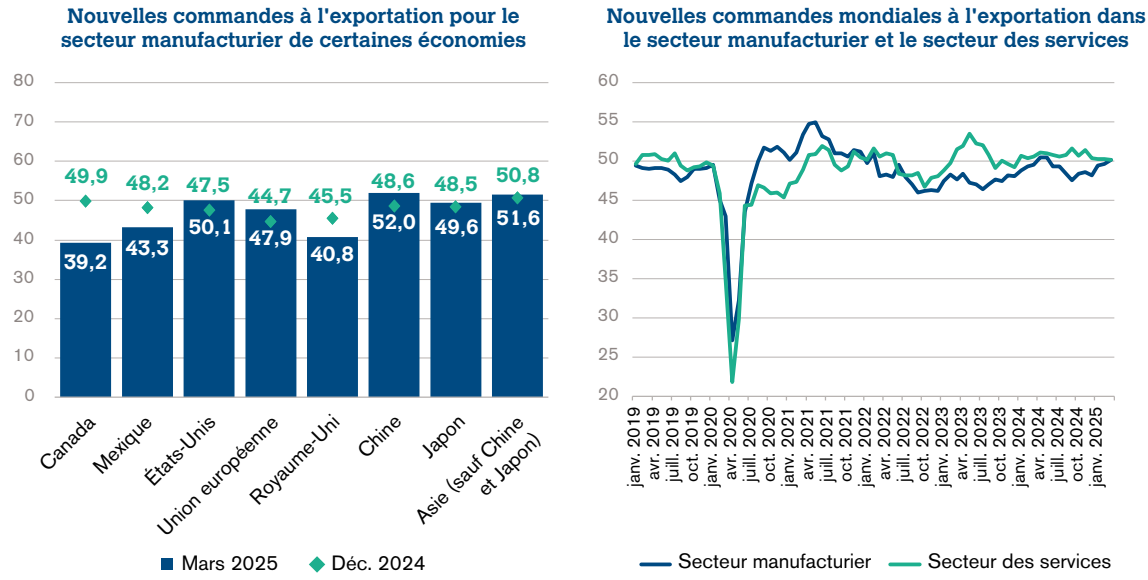

a Sur la base des données sur le trafic de 92 ports représentant environ 64% du trafic mondial de conteneurs.

b Résume le trafic des ports du Havre, de Zeebrugge, d'Anvers, de Rotterdam, de Brême/Bremerhaven et de Hambourg.

*Source*: RWI – Institut de recherche économique de Leibniz et Institut d'économie maritime et de logistique (ISL).

## Graphique 12: Nouvelles commandes à l'exportation d'après les indices des directeurs d'achats (PMI)

Indice de diffusion, base=50




*Note:* Les valeurs des indices des directeurs d'achats (PMI) inférieures à 50 indiquent une contraction tandis que les valeurs supérieures à 50 indiquent une augmentation.

*Source*: PMI nationaux compilés par S&P Global.

Au cours des deux premiers mois de 2025, le trafic mondial de conteneurs a augmenté de 5,3% par rapport à la même période en 2024, ce qui était le signe d'une forte croissance sous-jacente du commerce (voir le graphique 12). Des résultats particulièrement bons ont été enregistrés dans la rangée nord-européenne, qui englobe les ports d'Europe du Nord, où le trafic a augmenté de 10,8%, tandis que le trafic dans les ports chinois n'a progressé que de 1,7%. Ces deux chiffres sont peut-être dus à l'instabilité affichée au début de l'année dernière en raison des perturbations des expéditions passant par la mer Rouge et le canal de Suez, qui découlaient d'un conflit régional.

# Facteurs déterminants du commerce et de la production

En 2024, les conditions macroéconomiques étaient davantage favorables à l'expansion du commerce mondial qu'en 2023, notamment en raison du recul de l'inflation à l'échelle mondiale. L'inflation élevée observée en 2023 a érodé les revenus réels, ce qui a freiné le commerce et affecté plus fortement les produits manufacturés et l'Europe, du fait de la flambée des prix de l'énergie.

En 2024, la désinflation a permis une progression des revenus réels, avec des disparités régionales, entraînant une hausse de la demande globale de produits manufacturés. Le volume du commerce des services a continué d'enregistrer une forte croissance (+6,8%, soit un niveau supérieur à la moyenne soutenue de +4,7% de ces 10 dernières années). Dans les plus grandes économies, la politique budgétaire a soutenu la croissance de la demande intérieure, au prix toutefois d'une augmentation des déficits budgétaires et de la dette.

Au début de l'année 2025, on s'attendait à ce que les conditions macroéconomiques continuent de soutenir l'expansion du commerce mondial en 2025 et 2026. Il était prévu que l'inflation poursuive sa décélération, ce qui devait stimuler les revenus réels et permettre une légère baisse des taux d'intérêt, tout en générant des effets positifs additionnels sur la demande mondiale.[1] Une diminution des taux d'intérêt réels devait stimuler les dépenses d'investissement, qui génèrent beaucoup d'importations.

Toutefois, l'environnement des politiques commerciales s'est dégradé sous les effets conjugués des tensions géopolitiques, des nouvelles restrictions commerciales, y compris des droits de douane plus élevés, et de l'incertitude accrue en matière de politique commerciale. Le nombre de mesures commerciales restrictives ne cesse d'augmenter. Depuis le début de l'année 2025, une série de nouveaux droits d'importation substantiels a été annoncée. Si de nombreuses mesures ont déjà été imposées, le calendrier et la portée des autres mesures annoncées sont incertains, de même que les réactions des importateurs, des consommateurs, des investisseurs et des partenaires commerciaux.

L'impact de l'incertitude, de l'instabilité et du caractère restrictif des politiques commerciales sur le commerce mondial est double: l'incertitude agit comme un coût direct du commerce; et lorsqu'elle est généralisée, elle est susceptible d'avoir des répercussions négatives sur la croissance mondiale en affectant le comportement des ménages en matière de consommation et d'épargne (voir le chapitre analytique). Par exemple, l'anticipation d'une hausse de l'inflation à court terme peut entraîner un report des dépenses. La confiance des entreprises peut également être mise à mal, notamment dans les secteurs qui dépendent d'intrants importés.

En définitive, un contexte général marqué par une restriction des échanges et une instabilité dans les conditions d'accès aux marchés peut avoir des effets négatifs sur la demande globale et le commerce. En résumé, l'effet incitatif – ou positif – des tendances macroéconomiques peut être considérablement atténué par l'effet dissuasif – ou restrictif – des coûts liés à l'incertitude et aux restrictions pesant sur les échanges.

On s'attendait à ce que, en 2025 et 2026, l'évolution du commerce mondial soit comparable à celle de 2024. En 2025, l'inflation globale mondiale devait continuer de reculer. On s'attendait à ce que, entre 2023 et 2025, l'inflation globale dans les économies du G-20 ait diminué pratiquement de moitié (passant de 6,1% en 2023 à 3,3% en 2025, d'après l'OCDE), et à ce qu'il y ait un retour aux objectifs des banques centrales vers la fin de l'année 2025 ou au début de 2026. Les marchés de l'emploi devaient rester dynamiques et soutenir la progression des salaires bruts en Amérique du Nord et en Asie. Dans les principales économies de ces régions, des mesures telles que des réductions d'impôts et une hausse des dépenses publiques devaient avoir un effet expansionniste et stimuler la demande intérieure.

Toutefois, on s'attend désormais à ce que des restrictions plus importantes et une incertitude accrue en ce qui concerne les échanges entravent la croissance du commerce. Si la situation macroéconomique peut être un facteur incitatif, le principal facteur dissuasif pour le commerce international tient au caractère plus restrictif des politiques et à l'incertitude qu'elles génèrent. Si les bénéfices de la coopération commerciale sont bien connus, de même que ceux liés aux politiques commerciales prévisibles et stables, des politiques moins coopératives, moins prévisibles et plus restrictives entraînent des pertes économiques.

Ces pertes sont la conséquence directe des obstacles au commerce et du surcroît d'incertitude entourant les politiques commerciales. L'encadré 2 explique les effets des droits de douane et d'autres restrictions au commerce sur l'activité économique. Si, à court terme, les droits de douane pourraient avoir un effet immédiat pour les grandes économies en stimulant la production nationale, en augmentant les recettes publiques et en améliorant les termes de l'échange, la plupart des modèles et des études empiriques montrent que, à moyen et à long terme, des droits d'importation plus élevés ont généralement un effet net global négatif sur l'activité économique et le commerce.

L'incertitude incite à davantage de prudence dans la prise de décisions. Des données récentes sur l'impact macroéconomique des droits de douane soulignent que l'incertitude en matière de politique commerciale peut, entre autres choses, miner la confiance des entreprises, réduire leurs investissements et donc compromettre la croissance économique (FMI, Perspectives de l'économie mondiale, 2024). À terme, la mesure dans laquelle les entreprises parviendront à gérer l'incertitude sera essentielle pour permettre de déterminer si l'élan macroéconomique positif observé en 2024 se traduira par une croissance soutenue du commerce mondial dans les années à venir.

L'incertitude pourrait même compromettre les perspectives de poursuite de la désinflation – et de diminution des prix des produits de base – qui, à l'heure actuelle, est susceptible de stimuler les revenus réels et la demande. Dans le contexte actuel, ces résultats ne sont en aucun cas garantis. Des mesures de rétorsion adoptées en réaction aux politiques commerciales restrictives - telles que des droits de douane sur des matières premières ou des biens intermédiaires spécifiques difficilement remplaçables - pourraient avoir un impact considérable sur l'inflation, ou du moins sur les anticipations d'inflation.

Les modèles prévoient généralement que les droits de douane sont entièrement répercutés sur les prix, qu'ils font augmenter, mais que cet effet est ponctuel. Toutefois, les prix et les coûts peuvent être durablement affectés. Lorsqu'ils prennent leurs décisions, les consommateurs et les investisseurs sont tout aussi attentifs au niveau des prix qu'aux taux de croissance. Pris ensemble, ces facteurs influencent la perception des prix pesant sur l'activité économique.

Enfin, il existe un lien entre l'augmentation réelle des mesures commerciales restrictives, les mesures de rétorsion et les menaces d'action future. L'incertitude en matière de politique commerciale dépend en fin de compte du nombre et de la portée globale des mesures visant à protéger les marchés intérieurs et du niveau de restriction imposé en matière d'accès aux marchés par rapport à la situation antérieure.

## Encadré 2: Conséquences économiques des droits de douane

Cet encadré présente une vue d'ensemble des effets économiques des droits de douane et explique comment ils sont pris en compte dans le Modèle du commerce mondial de l'OMC, que nous utilisons pour établir nos prévisions ajustées.

Pour dire les choses le plus simplement possible, un droit de douane est une taxe sur les produits importés. Il crée un écart entre le prix mondial et le prix intérieur. Par exemple, si un droit de douane de 10% est appliqué à un produit dont le prix mondial est de 100 dollars EU, le prix intérieur est alors de 110 dollars EU. Cette différence de 10 dollars EU constitue une recette tarifaire dont le gouvernement pourra se servir pour financer ses dépenses.

Les droits de douane peuvent aussi influer sur le prix mondial d'un produit, en particulier lorsqu'ils sont imposés par une grande économie. Selon cette logique, les prix intérieurs plus élevés réduisent la demande intérieure, qui fait alors baisser la demande mondiale et, par conséquent, les prix mondiaux. Dans notre exemple, le prix mondial est susceptible d'être ramené à 95 dollars EU après l'imposition du droit de douane, ce qui se traduirait par un prix intérieur de 104,50 dollars EU. Dans ce cas, ce sont les producteurs étrangers qui paient effectivement une partie du droit de douane.

Ce transfert de coût incite les grandes économies à imposer des droits de douane unilatéralement. Toutefois, ce qu'on appelle l'argument du droit de douane optimal omet la possibilité de mesures de rétorsion. Si un pays A impose des droits de douane à un pays B, celui-ci est incité à prendre des mesures équivalentes. Il s'ensuit une guerre commerciale qui pénalise les deux parties.

Cette logique sous-tend la principale théorie des négociations commerciales. Si toutes les économies tentent d'obtenir des avantages au détriment des autres économies, tout le monde finit perdant, ce qui incite à adopter une approche coopérative en matière d'élaboration des politiques commerciales. La littérature économique sur la politique commerciale a montré que les principes fondamentaux de l'OMC que sont la réciprocité et la non-discrimination sont des outils efficaces pour échapper à la logique des droits de douane mutuellement préjudiciables (Bagwell et Staiger, 2002).

La mesure dans laquelle les droits de douane se répercutent sur les prix à la consommation est en définitive une question empirique. Les données issues de la première série de droits de douane imposés à la Chine par les États-Unis semblent indiquer que ces droits se répercutent complètement sur les consommateurs des États-Unis (Amiti *et al.* 2019; Fajgelbaum *et al.* 2019). Toutefois, ces études mettent l'accent sur les effets à court terme et utilisent des méthodes qui ne peuvent pas rendre pleinement compte des ajustements macroéconomiques plus larges. Les modèles commerciaux quantitatifs types prévoient généralement que les coûts sont, au moins en partie, transférés aux producteurs étrangers.

Plus largement, on peut se demander quels sont les effets des droits de douane sur l'inflation. Lorsqu'un pays impose des droits de douane, il cause une augmentation ponctuelle du niveau des prix intérieurs, mais cela ne se traduit pas nécessairement par une inflation durable. La spirale prix-salaires, qui est similaire à ce qui peut se produire avec d'autres chocs du côté de l'offre, est un des mécanismes par lesquels l'imposition d'un droit de douane pourrait entraîner une inflation persistante.

Les droits de douane n'ont pas uniquement des effets sur les importations, ils en ont aussi sur les exportations. Les prix plus élevés des biens intermédiaires, qui érodent la compétitivité des entreprises exportatrices, en sont l'une des causes directes, mais les effets plus larges sur l'équilibre général sont tout aussi importants. Les droits de douane permettent l'expansion des secteurs en concurrence avec les importations, ce qui détourne les ressources, comme la main-d'œuvre, les capitaux et les terres, d'autres secteurs, y compris les secteurs exportateurs.

Ce processus se fait par le biais des variations du taux de change réel, qui mesure les prix intérieurs par rapport aux prix à l'étranger, des ajustements étant effectués pour tenir compte du taux de change nominal. Au fur et à mesure de leur expansion, les secteurs en concurrence avec les importations exigent davantage de main-d'œuvre, ce qui fait augmenter les salaires dans l'ensemble de l'économie. La hausse des salaires accroît les coûts de production des entreprises exportatrices, ce qui les rend moins compétitives sur les marchés internationaux. Il en résulte une appréciation du taux de change réel, qui rend les exportations relativement plus onéreuses à l'étranger.

La question connexe qui se pose est celle de savoir ce qu'il advient du taux de change nominal. Le processus peut se faire de manière directe: les droits de douane réduisent la demande d'importations et, par conséquent, la demande de devises, ce qui entraîne une appréciation de la monnaie nationale. Ou le processus peut se faire de manière indirecte: les droits de douane peuvent amener les marchés à anticiper un durcissement de la politique monétaire pour contenir l'inflation, ce qui peut également provoquer une appréciation de la monnaie nationale. S'agissant des effets sur le commerce, ce qui importe en fin de compte est l'évolution du taux de change réel; que celle-ci résulte d'ajustements des salaires, des prix intérieurs ou du taux de change nominal est d'une importance secondaire.

Il faut donc trouver un compromis entre, d'une part les effets des droits de douane sur l'inflation et, d'autre part, leurs effets sur la compétitivité. En cas de forte appréciation du taux de change, les prix intérieurs augmentent peu, mais la compétitivité s'en ressent beaucoup. En cas de légère appréciation, la hausse des prix intérieurs est plus importante, mais les effets sur la compétitivité sont moindres. Dans les deux cas, les droits de douane ont des coûts économiques.

La question d'actualité qui se pose est celle de savoir si les droits de douane influent sur les déséquilibres commerciaux. La réponse varie selon que l'on tient compte des déséquilibres globaux, bilatéraux ou sectoriels. Les déséquilibres commerciaux globaux reflètent l'écart qui existe entre l'épargne nationale et l'investissement national, une identité comptable fondamentale. La logique est la même que celle du budget des ménages: si un ménage (un pays) épargne, il doit gagner plus (exporter) qu'il ne dépense (importer).

Pour améliorer la balance commerciale globale, il faudrait que les droits de douane entraînent une hausse de l'épargne nationale ou une diminution des investissements, ce qui constitue une possibilité. Par exemple, les ménages peuvent reporter leurs achats s'ils s'attendent à ce que les droits de douane soient temporaires, ce qui fait progresser l'épargne. Ou alors, les droits de douane pourraient réduire les investissements en faisant augmenter le coût des biens d'équipement ou en créant des incertitudes politiques, ce qui pourrait conduire les entreprises à reporter leurs dépenses.

Toutefois, pour la plupart des économistes, les droits de douane devraient normalement n'avoir que des effets limités sur les déséquilibres globaux. Les fondamentaux macroéconomiques – tels que la politique budgétaire ou le taux d'épargne des ménages – jouent un rôle plus prépondérant. Ce point de vue est étayé par des études empiriques dans lesquelles il a été constaté que les droits de douane n'avaient eu jusqu'à présent guère d'incidence sur les déséquilibres commerciaux globaux (Furceri *et al.* 2022).

Les droits de douane peuvent, cependant, avoir des effets sur les balances commerciales bilatérales en modifiant les prix relatifs. Il est tout à fait possible que le pays A ait un déficit avec le pays B, que le pays B en est un avec le pays C, et que ce pays C en ait un avec le pays A sans qu'aucun d'entre eux n'ait de déséquilibre commercial global.

Les droits de douane peuvent également avoir des effets sur les balances commerciales sectorielles. Par exemple, les droits de douane plus élevés sur les importations de marchandises ont tendance à améliorer la balance commerciale des marchandises car la hausse des prix intérieurs a pour effet de décourager les importations, alors ces droits ont tendance à entraîner une détérioration de la balance commerciale des services en réduisant les exportations de services du fait de l'appréciation du taux de change réel.

Le Modèle du commerce mondial de l'OMC est un modèle commercial quantitatif type, conforme à ceux largement utilisés dans les milieux universitaires et par les responsables de l'élaboration des politiques. Il met en évidence la plupart des effets économiques décrits ci-dessus. Toutefois, comme il ne s'agit pas d'un modèle monétaire, il ne prend pas en compte les effets des droits de douane sur l'inflation ou sur les taux de change nominaux. Par ailleurs, il considère que les déséquilibres commerciaux globaux sont indépendants des droits de douane, conformément à la littérature.

# Fragmentation du commerce mondial

Les données font apparaître des signes de fragmentation des flux commerciaux mondiaux en réponse aux chocs récents, y compris la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine, et des niveaux de plus en plus élevés d'incertitude concernant les politiques. (Voir le graphique 13.) Les économistes de l'OMC ont observé une réorientation de plus en plus marquée des flux commerciaux selon des critères géopolitiques. Ainsi, depuis le début de la guerre en Ukraine, le commerce entre des blocs hypothétiques d'économies ayant des opinions politiques similaires - sur la base des tendances des votes à l'Assemblée générale des Nations Unies - a

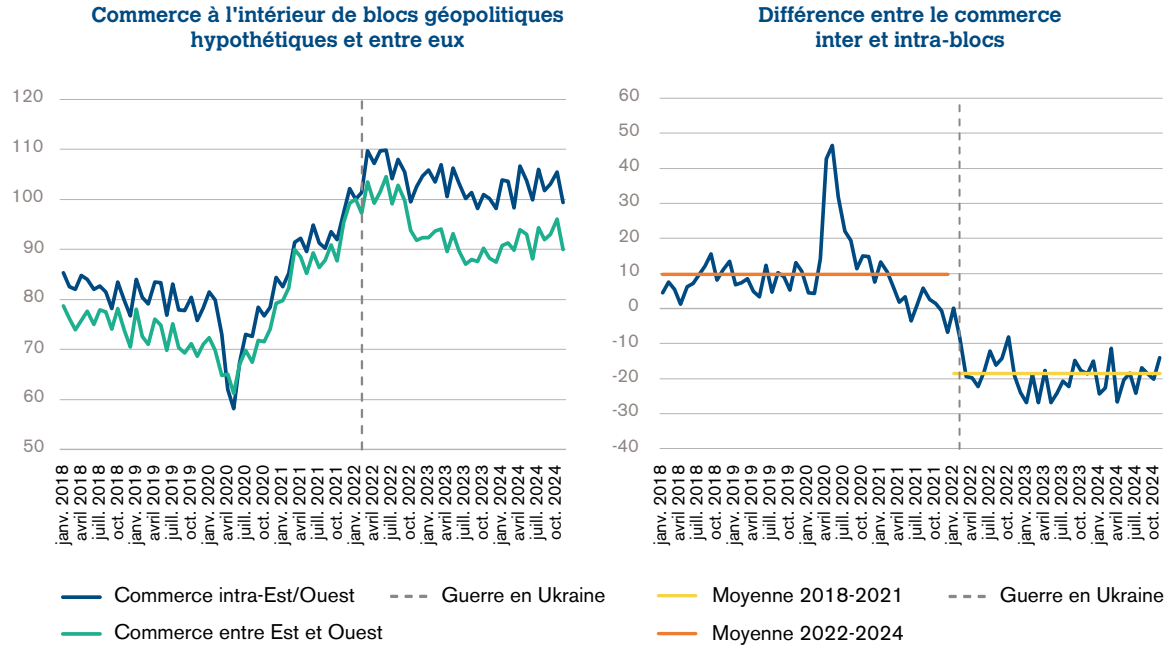
enregistré une croissance 4% plus lente que le commerce à l'intérieur de ces blocs. On ne constate cependant pas d'évolution plus générale vers la régionalisation ou la relocalisation dans des pays voisins.

L'investissement étranger direct (IED) suit lui aussi les alignements géopolitiques, en particulier dans les secteurs stratégiques comme les semi-conducteurs, le matériel de télécommunication, les technologies liées à la transition verte, les ingrédients pharmaceutiques et les minéraux critiques. Selon le FMI, les flux d'IED entre les économies émergentes et en développement ont été plus sensibles à la distance géopolitique, et ce phénomène s'est accentué depuis 2018. Cette fragmentation des flux d'investissement pourrait encore renforcer l'alignement géopolitique du commerce au fil du temps.

Si l'incertitude mondiale continue de s'intensifier et de se propager, on peut s'attendre à ce que la pratique de la relocalisation dans des pays amis s'essouffle. Un premier indice d'une telle évolution pourrait être la récente stabilisation de la divergence entre les flux commerciaux à l'intérieur des blocs et les flux commerciaux entre les blocs, cet écart ayant cessé d'augmenter. À l'inverse, si le découplage se poursuit entre les principales économies mondiales, cette tendance pourrait s'accentuer et se propager davantage dans l'ensemble des groupes alignés géopolitiquement.

Les majorations de droits de douane appliquées en représailles entre les deux plus grandes économies du monde risquent de se multiplier. Les simulations concernant les répercussions à long terme montrent qu'une scission en deux blocs auraient des coûts économiques très importants. Une augmentation de 100% des taux de droits entre deux blocs géoéconomiques hypothétiques, conjuguée à une plus grande incertitude en matière de politique commerciale et à des obstacles non tarifaires plus élevés, devrait faire baisser le PIB réel mondial de presque 7% à long terme (2040). Les plus grands perdants dans un tel scénario seraient les économies à faible revenu, qui enregistreraient des pertes de plus de 9%.

## Graphique 13: Commerce à l'intérieur de blocs géopolitiques hypothétiques et entre eux (à gauche) et différence entre le commerce inter et intra-blocs (à droite)




*Note:* Séries désaisonnalisées. Non compris la Fédération de Russie, le Bélarus et l'Ukraine. Série de gauche indexée à 100 en janvier 2022. Série de droite indexée à 0 en janvier 2022.

*Source*: Blanga-Gubbay et Rubínová (2024).

# Chapitre analytique: Modéliser l'incertitude en matière de politique commerciale et les modifications des droits de douane

Ce chapitre analytique examine les effets économiques de l'incertitude en matière de politique commerciale (IMPC), le modèle quantitatif du commerce utilisé pour projeter l'incidence des majorations de droits de douane et de l'IMPC, et les résultats plus détaillés de simulations concernant l'incidence des majorations de droits et de l'IMPC présentées dans le texte principal.

## Incertitude en matière de politique commerciale

### Pourquoi l'incertitude en matière de politique commerciale est importante

L'incertitude en matière de politique commerciale (IMPC) est devenue un facteur clé influant sur le commerce mondial et les décisions en matière d'investissement. Les entreprises qui prennent des engagements à long terme – qu'il s'agisse d'investir dans des capacités d'exportation, d'entrer sur des marchés étrangers ou d'établir des chaînes d'approvisionnement internationales – dépendent de politiques commerciales stables et prévisibles. Lorsque l'incertitude entourant les droits de douane ou les relations commerciales futurs augmente, les entreprises peuvent retarder ou réduire leurs investissements. Cela réduit les flux commerciaux, limite les gains de productivité résultant de la concurrence internationale et réduit en fin de compte la croissance économique.

Des épisodes récents tels que le Brexit, les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine de 2018 ou les tendances à la fragmentation du commerce mondial ont donné des exemples concrets de la manière dont l'incertitude en matière de politique peut avoir des répercussions dans les différentes économies. Des études ont montré qu'une IMPC accrue avait tendance à coïncider avec des baisses de l'investissement, des exportations et de l'activité économique globale (Caldara *et al.*, 2020; Graziano *et al.* 2020). Selon une approche différente, d'autres études ont quantifié l'IMPC en analysant les effets d'une réduction de l'incertitude en matière de politique, par exemple par le biais de l'accession au GATT/à l'OMC ou de la ratification d'accords commerciaux.

Les résultats montrent que les entreprises qui sont confrontées à un risque moindre en matière de politique sont plus susceptibles d'entrer sur des marchés d'exportation, de moderniser leur technologie et d'accroître leurs investissements, ce qui profite en fin de compte aux consommateurs grâce à des prix plus bas et à un revenu réel plus élevé (Handley et Limão, 2017). À l'inverse, une incertitude accrue concernant les droits de douane futurs décourage les investissements, ce qui réduit à son tour les flux commerciaux et les revenus réels pour les consommateurs. Les entreprises qui font face à des politiques commerciales imprévisibles retardent l'entrée sur les marchés et la modernisation technologique ou y renoncent pour éviter d'éventuelles pertes, compte tenu de la baisse des bénéfices escomptés. Les effets de l'IMPC sont donc à la fois immédiats et durables, et il est devenu de plus en plus important d'en quantifier l'incidence pour comprendre la dynamique du commerce dans un environnement mondial instable.

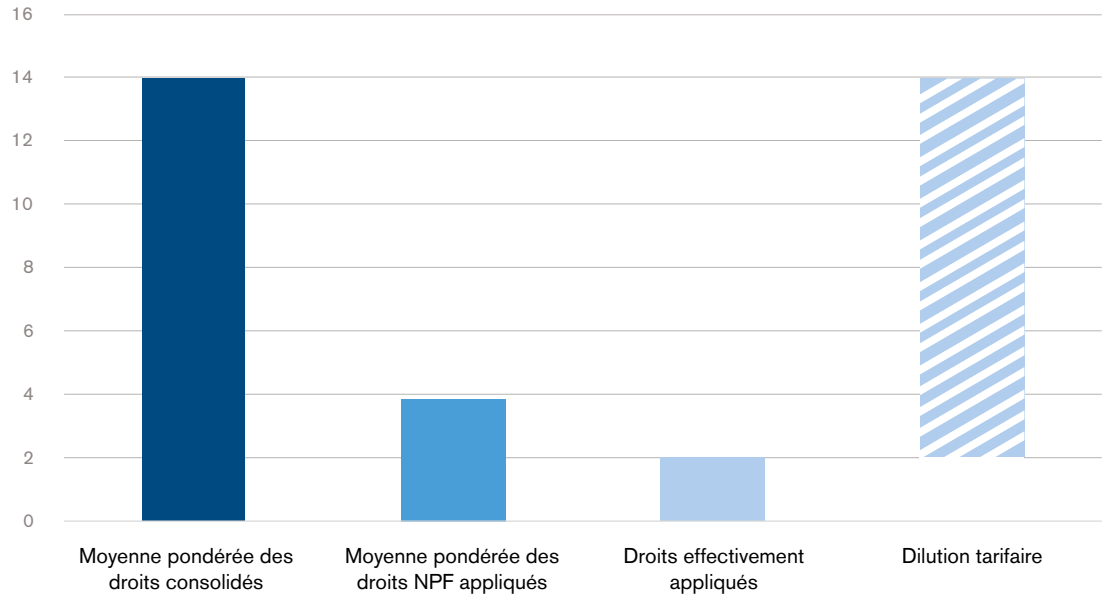
### Mesurer l'IMPC: La dilution tarifaire comme indicateur supplétif

Un moyen innovant de quantifier l'IMPC consiste à recourir à la dilution tarifaire, définie comme étant la différence entre le droit maximal qu'un Membre peut appliquer dans le cadre des règles de l'OMC (droit consolidé) et le taux qu'il applique effectivement. Cet écart est un indicateur structurel clé de la marge de manœuvre. Un grand écart signifie qu'un gouvernement dispose d'une marge de manœuvre importante pour relever les droits de douane sans enfreindre les engagements internationaux, ce qui peut créer une incertitude pour les entreprises.

Le graphique 14 montre les moyennes pondérées des droits consolidés, des droits de la nation la plus favorisée (NPF) appliqués et des droits appliqués pour l'ensemble des Membres de l'OMC. En moyenne, l'écart tarifaire se situe aux alentours de 12 points de pourcentage pour l'ensemble des Membres. Toutefois, cela masque d'importants écarts entre les pays. Les économies à revenu élevé présentent généralement à la fois des engagements consolidés moins élevés et des taux effectivement appliqués plus bas, ce qui se traduit par un écart plus faible, tandis que les économies à faible revenu tendent à afficher des écarts plus larges.

Pour les entreprises, la dilution tarifaire présente un risque latent: les coûts du commerce pourraient augmenter de manière inattendue à l'avenir. Comme les décisions à long terme en matière d'investissement et d'exportation dépendent des bénéfices futurs escomptés, la présence d'écarts tarifaires introduit un élément d'imprévisibilité. Les entreprises doivent tenir compte de la possibilité d'augmentations soudaines des droits de douane, ce qui décourage les engagements à long terme. Ainsi, les écarts tarifaires reflètent les risques cachés incorporés dans la politique commerciale et constituent un indicateur supplétif utile de l'IMPC. Des études empiriques confirment qu'il existe une corrélation entre, d'une part, des écarts tarifaires plus larges et, d'autre part, des flux commerciaux réduits et des taux d'entrée plus faibles des entreprises sur les marchés d'exportation, car celles-ci sont moins disposées à engager des ressources dans un environnement où les coûts du commerce pourraient évoluer de manière inattendue (Osnago *et al.*, 2018).

**Graphique 14: Droit de douane moyen des Membres de l'OMC, 2022**




*Source:* Secrétariat de l'OMC.

Les modèles théoriques expliquent davantage pourquoi de tels écarts existent. Les consolidations tarifaires dans le cadre d'accords commerciaux fonctionnent comme un dispositif d'engagement face à l'incertitude et à l'exécution imparfaite des obligations. Dans ce cadre, les droits consolidés sont délibérément fixés à des taux supérieurs aux taux appliqués pour donner aux gouvernements une marge de manœuvre lorsque les circonstances futures sont difficiles à prévoir et que les contrats ne peuvent pas être pleinement exécutés (Horn, Maggi et Staiger, 2010; Amador et Bagwell, 2013). Pourtant, cela laisse aussi une marge d'appréciation, car cette même flexibilité crée les conditions de l'IMPC. Tant que les droits appliqués restent inférieurs aux niveaux consolidés, les gouvernements restent libres d'ajuster la politique commerciale. Par conséquent, la dilution tarifaire n'est pas simplement une caractéristique technique des accords commerciaux, mais elle est aussi une source d'IMPC incorporée dans leur conception même.

### Autres moyens de rendre compte de l'IMPC

Si l'écart tarifaire est un indicateur structurel clé de la marge de manœuvre, d'autres méthodes contribuent aussi à rendre compte de la dynamique de l'IMPC. Une approche largement utilisée repose sur des indices d'incertitude économique fondés sur l'actualité, qui mesurent la fréquence et la tonalité de la couverture médiatique liée à la politique commerciale. Ces indicateurs textuels montrent une forte corrélation entre une hausse de l'IMPC et une baisse de l'activité économique (Caldara *et al.*, 2020).

Les enquêtes au niveau des entreprises sont une autre source précieuse. Elles rendent compte des attentes et des réponses stratégiques des entreprises face aux risques liés aux politiques et donnent un aperçu de la manière dont l'IMPC influe sur le comportement en temps réel. Les événements historiques – tels que l'accession de la Chine à l'OMC ou la ratification de grands accords commerciaux – servent d'expériences naturelles pour étudier l'incidence d'une réduction de l'incertitude. Des recherches montrent que le fait de remédier à l'incertitude en matière de politique peut accroître l'investissement, stimuler les exportations et améliorer le bien-être des consommateurs grâce à des baisses de prix (Graziano *et al.*, 2020; Osnago *et al.*, 2018).

Inversement, les revirements en matière de politique ou les hausses tarifaires unilatérales peuvent avoir des effets négatifs immédiats, avant même d'être mis en œuvre. L'IMPC interagit en outre avec l'hétérogénéité des entreprises: les entreprises plus productives sont mieux équipées pour gérer les risques, tandis que les exportateurs de plus petite taille ou moins compétitifs peuvent quitter les marchés entièrement. Cette dynamique peut avoir des incidences à long terme sur la composition des exportations et la croissance de la productivité.

## Modèle quantitatif du commerce: principes essentiels et modélisation de l'IMPC

### Brève description du Modèle du commerce mondial

L'incidence des majorations des droits de douane et de l'IMPC est analysée au moyen du Modèle du commerce mondial de l'OMC.[2] Il s'agit d'un modèle d'équilibre général calculable dynamique récursif calibré sur la base de données GTAP, V11.3 (année de référence 2017). Les données de 2017 sont projetées sur une année de référence 2024 au moyen d'approches standard figurant dans la littérature (voir, par exemple, Bekkers *et al.* ou Fouré *et al.*).[3]

Le modèle comporte plusieurs secteurs, y compris les services, de multiples facteurs de production et les relations intermédiaires. Le commerce est modélisé sur la base de la différenciation des produits par pays d'origine (sur la base de l'hypothèse d'Armington), ce qui génère les mêmes effets que dans un modèle fondé sur l'avantage comparatif ricardien (modèle Eaton-Kortum). La balance commerciale est égale à l'épargne moins l'investissement. L'épargne est une part fixe des revenus, et les investissements au niveau des pays répondent aux variations du taux de rendement réel du capital.

Pour projeter les effets à court terme des droits de douane et de l'IMPC pour 2025 et 2026, les élasticités des échanges mesurant la réactivité du commerce aux variations des coûts du commerce sont réduites de 40% par rapport aux élasticités à long terme (tirées des données du GTAP fondées sur la littérature concernant la gravité (Anderson et Yotov, 2024).

### Modéliser l'IMPC dans le Modèle du commerce mondial

Étant donné l'importance de l'incertitude en matière de politique commerciale et de ses effets macroéconomiques potentiels, l'IMPC a été incorporée dans le Modèle du commerce mondial par le biais de la dilution tarifaire, selon l'approche figurant dans Bekkers et Teh (2021), qui est fondée sur le cadre élaboré par Handley et Limão (2017).

L'IMPC est introduite en ajustant les taux d'actualisation des entreprises au lieu de réduire directement leurs bénéfices futurs escomptés. Une augmentation de l'IMPC entraînera une hausse des taux d'actualisation, de sorte que les coûts fixes par période de l'exportation augmentent (pour des coûts d'entrée irrécupérables donnés), ce qui décourage les entreprises d'entrer sur les marchés étrangers et réduit les exportations. Pour déterminer la variation des coûts fixes par période (ou les coûts du commerce de type iceberg équivalents) due à des variations de l'IMPC,[4] le modèle combine trois données d'entrée: i) l'incidence estimée de la dilution tarifaire sur le commerce; ii) la variation projetée de la dilution tarifaire; et iii) la variation projetée de la probabilité d'une majoration des droits de douane. Ensemble, ces données d'entrée génèrent une estimation de l'augmentation des coûts du commerce en équivalents *ad valorem*.

L'incidence estimée de la dilution tarifaire sur le commerce est tirée d'Osnago *et al.* (2018). Pour la variation projetée de la dilution tarifaire, deux scénarios sont élaborés. Le premier est axé sur l'incertitude bilatérale entre les États-Unis et leurs partenaires commerciaux. Le second suppose que l'IMPC s'étend au niveau mondial, traduisant une propagation plus large de l'incertitude qui affecte le commerce de toutes les économies. Il est à noter que les simulations n'incorporent pas l'IMPC dans le commerce des services, car les discussions actuelles restent axées sur le commerce des marchandises.

L'augmentation projetée de la probabilité de majorations des droits de douane est incluse pour tenir compte du fait que l'effet sur le commerce de la dilution tarifaire qui est utilisé est fondé sur des estimations utilisant des données pour une période relativement calme, pendant laquelle les droits sont relevés jusqu'aux niveaux consolidés relativement rarement. Jakubik et Piermartini (2021) indiquent que la probabilité que les droits de douane soient majorés était d'environ 7% entre 1997 et 2011, alors qu'actuellement, elle serait plus élevée.[5]

L'IMPC affecte le commerce principalement en raison de son incidence sur l'investissement des entreprises dans de nouvelles relations commerciales. Il est peu probable que les liens commerciaux existants soient abandonnés immédiatement, mais les entreprises peuvent retarder ou éviter de pénétrer de nouveaux marchés ou d'élargir des activités qui nécessitent des coûts irrécupérables supplémentaires. L'approche de modélisation employée permet une simulation structurée de la façon dont l'incertitude accrue en matière de politique se traduit par une augmentation des coûts du commerce au fil du temps. Conformément aux constatations empiriques selon lesquelles les entreprises réagissent progressivement à l'incertitude croissante, le modèle suppose qu'environ 20% des augmentations des coûts du commerce induites par l'IMPC interviennent au cours de la première année, tandis que 75% se matérialisent sur quatre ans (Carballo *et al.*, 2022).

L'analyse de l'incertitude en matière de politique commerciale est assortie de deux réserves. Premièrement, les effets de l'augmentation de l'incertitude plus générale en matière de politique et les répercussions possibles sur le marché financier ne sont pas incorporés, étant donné qu'ils sont difficiles à modéliser à l'aide d'un modèle commercial, et qu'ils sont aussi difficiles à évaluer à l'heure actuelle. Les simulations sont axées sur l'incertitude liée au commerce. Deuxièmement, l'élément le plus difficile à projeter est l'augmentation de la probabilité de majorations des droits de douane et l'approche actuelle permet la meilleure évaluation de l'augmentation de l'incertitude.

### Scénarios

Quatre scénarios cumulatifs de politique commerciale sont présentés. Le premier tient compte de l'incertitude accrue qui entoure les échanges avec les États-Unis. Nous supposons que la dilution augmente de 25 points de pourcentage pour le commerce des marchandises avec tous les partenaires commerciaux, étant donné que les majorations sectorielles des droits de douane ont été centrées sur une hausse de 25%. L'augmentation des coûts du commerce *ad valorem* liée à cette IMPC à long terme est d'environ 2,4%, en supposant que l'élasticité des échanges à long terme est de 5 et que la probabilité de majorations des droits de douane n'augmente pas.[6] Par conséquent, à long terme, une augmentation de 10 points de pourcentage de la dilution tarifaire équivaut approximativement à l'effet d'une majoration de 1 point

de pourcentage des droits appliqués, ce qui souligne encore la pertinence économique d'une incertitude persistante en matière de politique commerciale.

Le deuxième scénario est la meilleure évaluation de la situation actuelle et fournit les données d'entrée pour les ajustements des prévisions qui sont présentés dans la présente publication. Il inclut l'IMPC du premier scénario ainsi que toutes les majorations de droits de douane intervenues entre le début de 2025 et le 14 avril de la même année. Ces majorations sont les suivantes:

- Une majoration à 25% des droits de douane imposés par les États-Unis sur l'acier et l'aluminium.
- Une majoration de 25 points de pourcentage des taux de droits imposés par les États-Unis sur les importations de véhicules automobiles et de produits connexes.[7]
- Des coûts de mise en conformité additionnels dus à un droit de douane de 25% sur les importations des États-Unis en provenance du Mexique et du Canada qui ne sont pas conformes aux dispositions de l'ACEUM.
- Une majoration de 10 points de pourcentage des taux de droits imposés par les États-Unis sur les importations en provenance de la plupart des partenaires commerciaux ("droits de douane réciproques"), avec des exonérations pour des produits tels que les véhicules automobiles, les ordinateurs et certains équipements électroniques déjà soumis à des droits de douane plus élevés.
- Une majoration de 145 points de pourcentage des taux de droits imposés par les États-Unis sur les importations de toutes les marchandises en provenance de Chine (avec des exonérations pour les ordinateurs et les équipements électroniques), et une majoration de 125 points de pourcentage des taux de droits imposés par la Chine sur les importations de toutes les marchandises en provenance des États-Unis.
- Une majoration des taux de droits appliqués par le Canada aux importations d'une gamme limitée de produits en provenance des États-Unis.

Le troisième scénario est égal au deuxième, mais incorpore les taux de droits réciproques initialement annoncés par les États-Unis pour tous les partenaires commerciaux.[8]

Enfin, le quatrième scénario prend le troisième comme point de départ, mais ajoute une propagation plus large de l'incertitude, l'IMPC s'étendant au-delà des États-Unis et affectant le commerce bilatéral des marchandises entre toutes les économies.

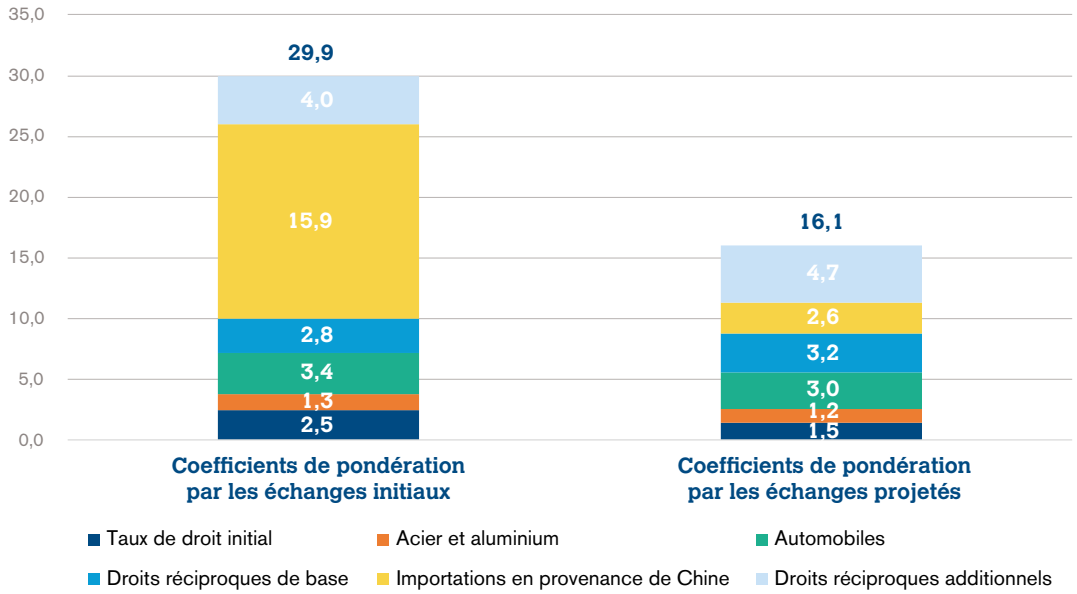
### Tableau 3: Variation projetée du taux de croissance du commerce et du PIB pour différentes régions

| | IMPC pour les États-Unis seulement | Droits effectifs | Droits réciproques | Propagation de l'IMPC |
|---|---|---|---|---|
| **Commerce** | | | | |
| **Monde** | **-0,5** | **-2,9** | **-3,5** | **-4,3** |
| Amérique du Nord | -3,7 | -13,7 | -15,3 | -14,6 |
| Amérique du Sud et centrale et Caraïbes | -0,5 | -0,9 | -0,6 | -1,2 |
| Europe | 0,2 | -0,3 | -0,6 | -0,8 |
| Europe à l'excl. du commerce intra-UE | -0,1 | -0,8 | -1,4 | -3,8 |
| CEI | 0,1 | 0,4 | 0,4 | -0,8 |
| Afrique | 0,1 | 0,2 | 0 | -0,9 |
| Moyen-Orient | 0,0 | 0,1 | 0,1 | -1,0 |
| Asie | 0,0 | -1,6 | -2,2 | -3,9 |
| Monde à l'excl. du comm. intra-UE | -0,7 | -3,5 | -4,2 | -5,4 |
| PMA | 0,1 | 0,9 | -0,4 | -0,9 |
| **PIB** | | | | |
| **Monde** | **-0,25** | **-0,61** | **-0,65** | **-1,12** |
| Amérique du Nord | -0,69 | -1,6 | -1,69 | -1,73 |
| Amérique du Sud et centrale et Caraïbes | -0,2 | -0,23 | -0,21 | -0,3 |
| Europe | -0,09 | -0,12 | -0,13 | -0,76 |
| CEI | -0,01 | 0,03 | 0,03 | -0,69 |
| Afrique | -0,04 | 0,01 | 0,0 | -0,51 |
| Moyen-Orient | -0,07 | -0,03 | -0,02 | -0,64 |
| Asie | -0,07 | -0,33 | -0,36 | -1,1 |
| PMA | -0,09 | -0,02 | -0,07 | -0,74 |

*Note:* Le tableau présente la variation du taux de croissance en points de pourcentage du commerce réel (moyenne simple des exportations réelles et des importations réelles) et du PIB réel pour 2025.

*Source:* Simulations faites au moyen du Modèle du commerce mondial de l'OMC.

## Graphique 15: Majoration moyenne pondérée par les échanges des droits de douane des États-Unis et contribution des différentes politiques




*Source:* Données tarifaires et commerciales du Bureau des recensements des États-Unis. Propre interprétation des décrets exécutifs des États-Unis. Les coefficients de pondération par les échanges sont fondés sur des simulations faites au moyen du Modèle du commerce mondial de l'OMC.

La dilution est supposée augmenter pour passer à 25%, moins les taux de droits consolidés actuels.

Le graphique 15 indique la majoration moyenne des droits projetée pondérée par les échanges pour les États-Unis dans le scénario réel (scénario 2), en utilisant les chiffres de 2024 comme coefficients de pondération par les échanges et les coefficients de pondération par les échanges projetés pour 2025. La figure montre que le taux de droit moyen des États-Unis pondéré par les échanges passera à 25,9% si l'on utilise les coefficients de pondération initiaux, et augmentera de 4 points de pourcentage supplémentaires (atteignant 29,9%) si l'on ajoute les droits réciproques susceptibles d'augmenter. La plus grande contribution provient du taux de droit majoré sur les importations en provenance de Chine. Si l'on utilise les coefficients de pondération par les échanges ajustés, le taux de droit moyen passerait seulement à 11,4% (16,1% moins les droits réciproques, susceptibles d'augmenter, de 4,7%). La plus grande contribution proviendrait des majorations des droits réciproques de base, qui, de fait, sont plus élevées avec les coefficients de pondération ajustés qu'avec les coefficients de pondération initiaux, car le détournement des échanges entraîne un abandon des importations en provenance de Chine au profit d'autres sources d'approvisionnement.

### Résultats des simulations: comment l'IMPC affecte le commerce et la croissance

Les simulations donnent à penser que l'IMPC pèse notablement sur les flux commerciaux, entraînant une baisse des exportations et un ralentissement de l'activité économique. En combinant des estimations fondées sur le modèle de gravité avec les tendances historiques des ajustements tarifaires, le modèle rend compte de l'incidence à court terme des mesures récemment mises en œuvre et de l'incidence plus large de l'incertitude accrue.

Le graphique 16 montre la variation projetée du taux de croissance en points de pourcentage des exportations réelles et du PIB réel en 2025 pour les quatre scénarios. Le tableau 3 donne des résultats plus détaillés pour les différentes régions agrégées. Les simulations prévoient que l'IMPC dans le commerce avec les États-Unis réduit la croissance projetée des exportations mondiales et du PIB mondial de 0,5 point de pourcentage et de 0,25 point de pourcentage, respectivement, la plupart des pertes ayant lieu en Amérique du Nord. La raison en est qu'une grande partie des échanges avec les États-Unis ont lieu dans la région Amérique du Nord.

Dans le deuxième scénario, qui est employé pour ajuster les prévisions de référence du commerce mondial, une baisse de 3 points de pourcentage des exportations réelles mondiales de marchandises est projetée, ainsi qu'une réduction de 0,61 point de pourcentage du PIB mondial en 2025. Ainsi, environ un sixième de la contraction des échanges (0,5 point de pourcentage sur 3) est imputable à la seule IMPC, tandis que le reste reflète les effets directs des mesures commerciales nouvellement mises en œuvre.

Pour le PIB, environ 40% de l'incidence (0,25 point de pourcentage sur 0,61) découlent de l'incertitude en matière de politique commerciale, soulignant les conséquences macro-économiques plus larges de l'imprévisibilité des relations commerciales. Dans le deuxième scénario également, la plupart des pertes se produiraient en Amérique du Nord, où la réduction des importations et des exportations des États-Unis

joue un rôle important. La chute des exportations provient à la fois d'une appréciation réelle, qui rend difficile de soutenir la concurrence sur les marchés d'exportation, et de la plus grande priorité accordée à la production de marchandises pour le marché intérieur. La hausse des prix des intrants intermédiaires joue également un rôle.

Les PMA devraient voir leurs exportations augmenter dans le deuxième scénario, ce qui est quelque peu surprenant. La raison en est que certains PMA – comme, par exemple, le Cambodge, le Bangladesh et le Lesotho – peuvent accroître leurs exportations vers les États-Unis parce que leurs exportations dépendent fortement de produits pour lesquels la Chine représente actuellement une part importante des importations totales des États-Unis, tels que les vêtements et les textiles, ainsi que le matériel électronique. Par conséquent, ces PMA peuvent bénéficier d'une réorientation de la demande vers leurs produits. Toutefois, en raison de l'incidence défavorable de l'IMPC vis-à-vis des États-Unis dans le deuxième scénario, les simulations prévoient tout de même une faible réduction du PIB réel des PMA.

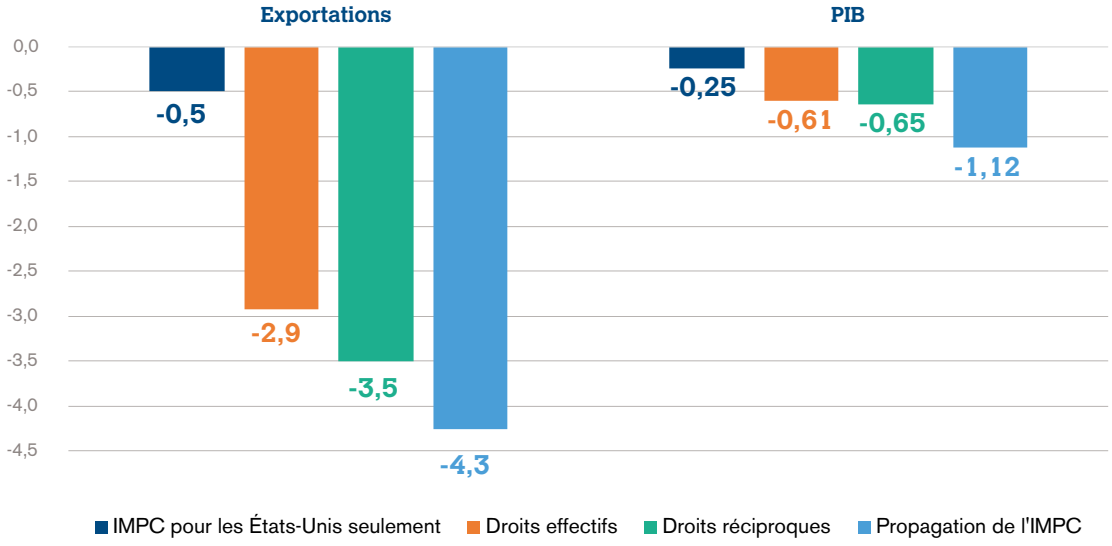
Dans le troisième scénario, dans lequel les augmentations des taux de droits correspondraient aux droits réciproques initialement annoncés, la réduction de la croissance du commerce mondial augmenterait pour atteindre 3,5 points de pourcentage. Toutefois, la baisse additionnelle du PIB mondial est relativement limitée, passant de 0,61 à 0,65 point de pourcentage. Les réductions additionnelles des échanges sont concentrées en Europe et en Asie; la réduction des échanges de l'Amérique du Sud et centrale et des Caraïbes pourrait même diminuer légèrement en raison des effets de détournement des échanges.

Enfin, dans le quatrième scénario, l'IMPC s'étendrait au niveau mondial, au-delà des relations commerciales avec les États-Unis. Elle pourrait le faire pour trois raisons. Premièrement, le détournement des échanges donne lieu à une pression économique en faveur de l'introduction de mesures restrictives pour le commerce. Deuxièmement, des considérations géoéconomiques peuvent donner lieu à une pression politique en faveur de l'introduction de droits de douane ou d'autres mesures restrictives pour le commerce. Troisièmement, la crédibilité des principes du système commercial multilatéral peut être affectée, ce qui accroît l'incertitude en matière de politique commerciale.

Dans ce cas plus grave, avec la propagation de l'IMPC, les exportations mondiales de marchandises réelles devraient encore diminuer, enregistrant une baisse cumulée de 4,3 points de pourcentage, et les pertes de PIB mondial atteindraient 1,12 point de pourcentage. Ces effets additionnels résultent de la diffusion de l'incertitude dans toutes les relations commerciales. Cette incertitude plus large serait susceptible de peser plus lourdement sur les économies à revenu élevé, qui ont généralement des niveaux de consolidation tarifaire moins élevés et ont donc été moins exposées à des changements de politique commerciale imprévisibles dans le passé. Toutefois, les simulations montrent aussi que les PMA seraient particulièrement affectés par une propagation de l'incertitude en matière de politique commerciale, leurs pertes de PIB projetées atteignant 0,74 point de pourcentage.

Les constatations relatives à l'incidence de l'incertitude en matière de politique commerciale cadrent avec les travaux empiriques et théoriques plus larges montrant que l'IMPC a pour effet de freiner le commerce et la croissance. Elles soulignent l'importance de politiques commerciales stables et prévisibles pour favoriser

**Graphique 16: Variation projetée du taux de croissance du commerce et du PIB mondiaux**




*Note:* Le graphique présente la variation du taux de croissance en points de pourcentage du commerce réel (moyenne simple des exportations réelles et des importations réelles) et du PIB réel pour 2025.

*Source:* Simulations faites au moyen du Modèle du commerce mondial de l'OMC.

l'activité économique mondiale et réduire l'incertitude pour les entreprises qui ont des activités sur les marchés internationaux.

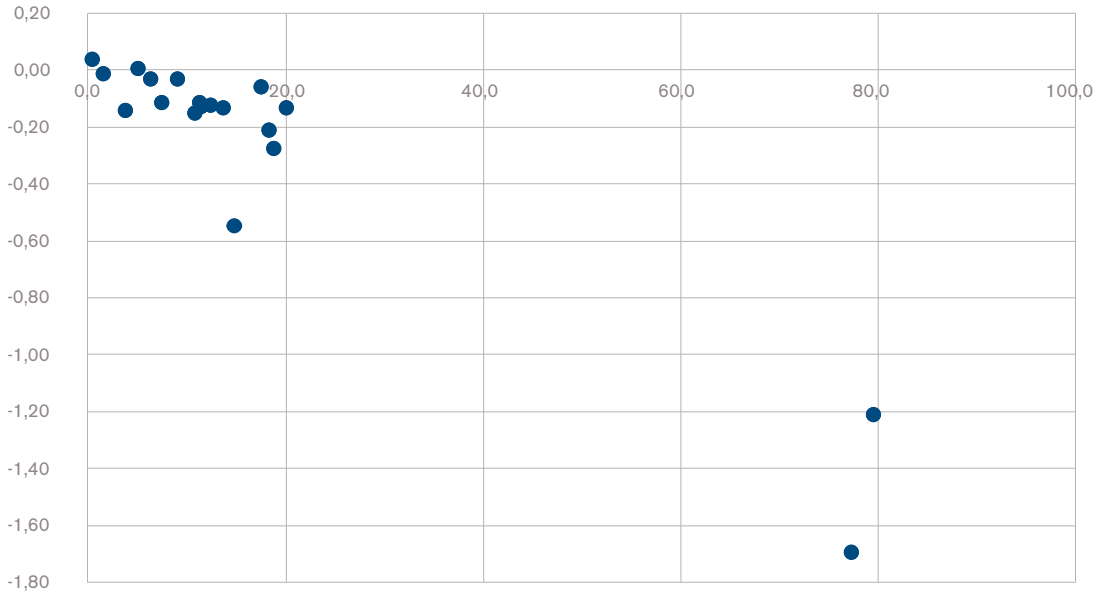
Le graphique 17 montre la corrélation entre la baisse projetée du PIB sur l'axe vertical et la part des exportations de marchandises vers les États-Unis dans le deuxième scénario. Il existe une forte corrélation négative, deux économies (le Mexique et le Canada) ayant des parts d'exportation vers les États-Unis beaucoup plus importantes que les autres. Toutefois, dans l'ensemble, la part des exportations vers les États-Unis explique environ 80% de la variation projetée du PIB réel.[9] L'augmentation du taux de droit moyen pondéré par les échanges n'est pas un facteur déterminant de la perte projetée du PIB. La principale raison en est que le Mexique et le Canada sont confrontés à des majorations de droits relativement faibles, mais qu'ils devraient tout de même subir d'importantes pertes de PIB, en raison de leur forte exposition à l'incertitude accrue en matière de politique commerciale, compte tenu de leur part importante d'exportations vers les États-Unis.

Le graphique 18 livre des informations sur les changements projetés dans la structure des échanges mondiaux. Les panneaux supérieurs indiquent les variations en pourcentage des exportations à destination des États-Unis (panneau de gauche) et les variations en pourcentage des importations en provenance de Chine (panneau de droite). Ces graphiques indiquent clairement que la plupart des régions devraient voir une baisse des exportations vers les États-Unis, la réduction la plus importante étant celle que connaîtra la Chine (77%). La région de la CEI devrait augmenter ses exportations, ce qui est principalement lié aux exemptions accordées pour les ressources naturelles. L'Asie (à l'exclusion de la Chine) et, en particulier, les PMA devraient prendre une partie des parts de marché que la Chine aura perdues en raison des droits de douane plus élevés. Ainsi, la présence réduite de la Chine sur le marché des États-Unis crée d'autres possibilités d'exportation pour certaines autres économies. C'est le cas en particulier dans les secteurs où la Chine détient actuellement une part importante du marché des États-Unis, comme ceux des textiles et des (parties d')équipements électroniques.

Le panneau de droite montre, comme on pouvait s'y attendre, que la plupart des régions verront leurs importations en provenance de Chine augmenter. L'augmentation du volume des importations en provenance de Chine est de 4% à 6% pour toutes les régions sauf l'Amérique du Nord (à l'exclusion des États-Unis) et de l'Amérique du Sud et centrale et des Caraïbes, où elle devrait être plus importante. La raison en est que la part des importations en provenance des États-Unis est la plus grande dans ces régions, or les États-Unis devraient réduire leurs exportations en raison de l'appréciation réelle du dollar et de la tendance à privilégier davantage la production nationale dans le pays.

Les panneaux inférieurs indiquent comment ces variations en pourcentage se traduisent en variations en points de pourcentage des parts des échanges (en volume). Le panneau de gauche montre la variation projetée de la part des exportations à destination des

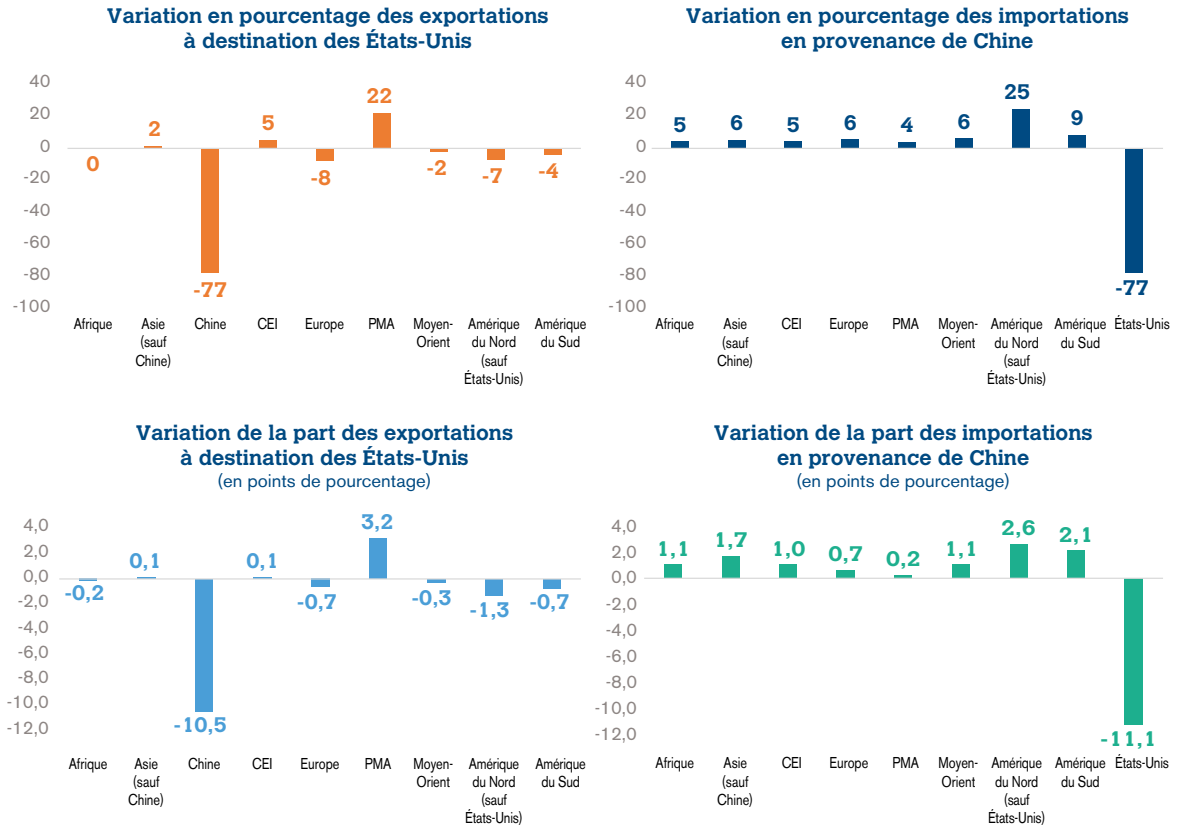
## Graphique 17: Variations projetées du PIB réel en fonction de la part des exportations à destination des États-Unis




*Note:* Le graphique présente la variation projetée du taux de croissance en points de pourcentage du PIB réel en fonction de la part initiale des exportations à destination des États-Unis.

*Source:* Simulations faites au moyen du Modèle du commerce mondial de l'OMC.

## Graphique 18: Effets de détournement des échanges: variations en pourcentage projetées des exportations de marchandises à destination des États-Unis et des importations de marchandises en provenance de Chine et variations en points de pourcentage projetées des parts des exportations de marchandises à destination des États-Unis et des parts des importations de marchandises en provenance de Chine




*Note:* Le graphique indique, pour le deuxième scénario, les variations en pourcentage projetées des exportations des régions agrégées et de la Chine à destination des États-Unis (panneau supérieur gauche) et des importations des régions agrégées et des États-Unis en provenance de Chine (panneau supérieur droit). Le panneau inférieur gauche indique la variation en pourcentage projetée des parts des exportations des régions agrégées à destination des États-Unis, tandis que le panneau inférieur droit montre la variation projetée des parts des importations des différentes régions agrégées et des États-Unis en provenance de Chine. Tous les résultats concernent le commerce des marchandises pour 2025. Il convient de noter que le total des variations des parts indiquées dans les panneaux inférieurs n'est pas égal à 100% car ces chiffres représentent les variations des parts des importations et des exportations des différentes régions.

*Source:* Simulations faites au moyen du Modèle du commerce mondial de l'OMC.

États-Unis et le panneau de droite indique la variation de la part des importations en provenance de Chine. Cette variation est déterminée à la fois par les parts initiales des exportations à destination des États-Unis et des importations en provenance de Chine et par la variation en pourcentage du volume des exportations à destination des États-Unis et des importations en provenance de Chine. Par exemple, les simulations prévoient que la part des exportations chinoises à destination des États-Unis diminuera de 10,5 points de pourcentage, tandis que la part des importations des États-Unis en provenance de Chine diminuera de 11,1 points de pourcentage.

La plus forte augmentation des parts des importations en provenance de Chine en points de pourcentage est projetée pour l'Amérique du Nord et du Sud, ce qui s'explique à la fois par des parts initiales élevées des importations et par des augmentations projetées relativement importantes des importations (indiquées dans le panneau supérieur). Les PMA devraient voir des augmentations relativement importantes de la part de leurs exportations destinée aux États-Unis (+3,2 points de pourcentage) et une augmentation relativement limitée de leurs importations en provenance de Chine (+0,2 point de pourcentage).

Ces chiffres représentent des moyennes pour toutes les exportations de marchandises dans les régions agrégées, et ne font donc pas apparaître les variations entre les secteurs et les économies. Toutefois, l'incidence de hausses des importations peut aussi être positive pour la production nationale si la plupart des produits importés sont des biens intermédiaires, car cela permettrait aux régions de devenir plus compétitives grâce à une plus grande disponibilité de ces biens.

# Notes finales

1. Le revenu disponible réel des ménages a connu une croissance plus forte en 2024 qu'en 2023 dans certaines des principales nations commerçantes: en Chine (d'après des données relatives au premier semestre de 2024 – Bureau national de statistique), en Allemagne, en France, en Italie, au Royaume-Uni, en Espagne (d'après des données relatives au troisième trimestre de 2024, OCDE) et au Japon (données de 2024, Bureau de statistique du Japon).

2. Bekkers *et al.* (2025) contient une description formelle du modèle et Aguiar *et al.* (2019) contient une documentation technique du modèle.

3. Comme dans les modèles quantitatifs du commerce (tels que Caliendo et Parro) employant l'approche dite "exact hat algebra", les parts du commerce et des dépenses de référence sont égales aux parts des dépenses effectives.

4. Comme le montrent Bekkers et Teh (2021), les variations des coûts d'entrée fixes et des coûts du commerce de type iceberg ont une incidence identique sur le commerce et les revenus dans un modèle d'hétérogénéité des entreprises (de Melitz) lorsque celui-ci est calibré sur le même effet partiel estimatif sur le commerce. Comme l'incidence des variations des coûts du commerce dans un modèle de Melitz et un modèle d'Armington est dans la plupart des cas semblable, dans les simulations, le modèle d'Armington standard avec des variations des coûts du commerce de type iceberg est employé.

5. Polymarket (https://polymarket.com/) indique que la probabilité qu'une forte majoration des droits de douane se produise a été en moyenne de 40% depuis que Donald Trump a pris ses fonctions en tant que Président des États-Unis. Cela signifie que la probabilité d'une majoration des droits de douane a augmenté d'un facteur de cinq à six par rapport à la période sur laquelle les estimations sont fondées.

6. Cela concorde avec les scénarios de guerre commerciale mondiale évoqués par Bekkers et Teh (2021), qui calculent un équivalent *ad valorem* mondial de 2,9% pour une majoration des droits de 29,6%.

7. Pour les importations de véhicules automobiles en provenance des partenaires dans le cadre de l'ACEUM, la part des pièces originaires des États-Unis est exemptée de droits de douane. L'administration des États-Unis met encore la méthode au point, et les droits plus élevés pour le Canada et le Mexique n'ont pas encore été imposés. Toutefois, étant donné que ces droits seront introduits, ils ont été inclus dans le scénario.

8. Pour les importations en provenance de Chine, les majorations des taux de droits demeurent à 145 points de pourcentage dans ce scénario.

9. Une méthode de régression simple montre que la part des exportations dans le PIB affiche une correspondance légèrement moins bonne, ce qui implique que cette part ne détermine pas les pertes d'exportation projetées dans les simulations.

## Tableau 1 de l'appendice: Commerce mondial des marchandises: principaux exportateurs et importateurs, 2024

Milliards de $EU et %

| Rang | Exportateurs | Valeur | Part | Variation annuelle en % | Rang | Importateurs | Valeur | Part | Variation annuelle en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Chine | 3 577 | 14,6 | 6 | 1 | États-Unis d'Amérique | 3 359 | 13,6 | 6 |
| 2 | États-Unis d'Amérique | 2 065 | 8,5 | 2 | 2 | Chine | 2 587 | 10,5 | 1 |
| 3 | Allemagne | 1 683 | 6,9 | -1 | 3 | Allemagne | 1 425 | 5,8 | -3 |
| 4 | Pays-Bas | 921 | 3,8 | -2 | 4 | Royaume-Uni | 816 | 3,3 | 3 |
| 5 | Japon | 707 | 2,9 | -1 | 5 | Pays-Bas | 812 | 3,3 | -4 |
| 6 | Corée, République de | 684 | 2,8 | 8 | 6 | France | 750 | 3,0 | -5 |
| 7 | Italie | 674 | 2,8 | 0 | 7 | Japon | 743 | 3,0 | -5 |
| 8 | Hong Kong, Chine | 646 | 2,6 | 12 | 8 | Hong Kong, Chine | 704 | 2,8 | 8 |
| | Exportations de produits nationaux | 34 | 0,1 | 60 | | Importations définitives [1] | 184 | 0,7 | 0 |
| | Réexportations | 612 | 2,5 | 11 | | | | | |
| 9 | France | 640 | 2,6 | -2 | 9 | Inde | 702 | 2,8 | 4 |
| 10 | Mexique | 617 | 2,5 | 4 | 10 | Mexique | 644 | 2,6 | 4 |
| 11 | Émirats arabes unis [1] | 603 | 2,5 | 6 | 11 | Corée, République de | 632 | 2,6 | -2 |
| 12 | Canada | 568 | 2,3 | 0 | 12 | Italie | 615 | 2,5 | -4 |
| 13 | Belgique | 536 | 2,2 | -6 | 13 | Canada | 573 | 2,3 | 0 |
| 14 | Royaume-Uni | 513 | 2,1 | -2 | 14 | Émirats arabes unis [1] | 539 | 2,2 | 14 |
| 15 | Singapour | 506 | 2,1 | 6 | 15 | Belgique | 513 | 2,1 | -8 |
| | Exportations de produits nationaux | 215 | 0,9 | 1 | | | | | |
| | Réexportations | 291 | 1,2 | 10 | | | | | |
| 16 | Taipei chinois | 474 | 1,9 | 10 | 16 | Espagne | 472 | 1,9 | 0 |
| 17 | Suisse | 447 | 1,8 | 6 | 17 | Singapour | 459 | 1,9 | 8 |
| | | | | | | Importations définitives [1] | 168 | 0,7 | 5 |
| 18 | Inde | 443 | 1,8 | 3 | 18 | Taipei chinois | 401 | 1,6 | 12 |
| 19 | Espagne | 424 | 1,7 | 0 | 19 | Pologne | 379 | 1,5 | 2 |
| 20 | Fédération de Russie | 417 | 1,7 | -2 | 20 | Viet Nam | 379 | 1,5 | 16 |
| 21 | Viet Nam | 403 | 1,7 | 14 | 21 | Suisse | 369 | 1,5 | 1 |
| 22 | Pologne | 380 | 1,6 | 0 | 22 | Türkiye | 344 | 1,4 | -5 |
| 23 | Australie | 341 | 1,4 | -8 | 23 | Thaïlande | 307 | 1,2 | 6 |
| 24 | Brésil | 337 | 1,4 | -1 | 24 | Malaisie | 300 | 1,2 | 13 |
| 25 | Malaisie | 330 | 1,4 | 6 | 25 | Australie | 296 | 1,2 | 3 |
| 26 | Arabie saoudite, Royaume d' | 305 | 1,2 | -5 | 26 | Fédération de Russie [2] | 295 | 1,2 | -3 |
| 27 | Thaïlande | 301 | 1,2 | 5 | 27 | Brésil | 278 | 1,1 | 10 |
| 28 | Indonésie | 265 | 1,1 | 2 | 28 | Indonésie | 234 | 0,9 | 5 |
| 29 | République tchèque | 263 | 1,1 | 3 | 29 | République tchèque | 232 | 0,9 | 0 |
| 30 | Türkiye | 262 | 1,1 | 2 | 30 | Arabie saoudite, Royaume d' | 232 | 0,9 | 12 |
| | **Total [3]** | **20 332** | **83,2** | **-** | | **Total [3]** | **20 391** | **82,4** | **-** |
| | **Monde [3]** | **24 431** | **100,0** | **2** | | **Monde [3]** | **24 747** | **100,0** | **2** |

(1) Estimations du Secrétariat.

(2) Importations f.a.b.

(3) Y compris d'importantes réexportations ou importations destinées à la réexportation.

*Source:* OMC-CNUCED. D'autres données sont disponibles à l'adresse http://stats.wto.org/.

## Tableau 2 de l'appendice: Commerce mondial des marchandises: principaux exportateurs et importateurs, à l'exclusion du commerce intra-UE, 2024

Milliards de $EU et %

| Rang | Exportateurs | Valeur | Part | Variation annuelle en % | Rang | Importateurs | Valeur | Part | Variation annuelle en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Chine | 3 577 | 17,8 | 6 | 1 | États-Unis d'Amérique | 3 359 | 16,4 | 6 |
| 2 | Exportations extra-UE | 2 796 | 13,9 | 1 | 2 | Importations extra-UE | 2 634 | 12,8 | -3 |
| 3 | États-Unis d'Amérique | 2 065 | 10,3 | 2 | 3 | Chine | 2 587 | 12,6 | 1 |
| 4 | Japon | 707 | 3,5 | -1 | 4 | Royaume-Uni | 816 | 4,0 | 3 |
| 5 | Corée, République de | 684 | 3,4 | 8 | 5 | Japon | 743 | 3,6 | -5 |
| 6 | Hong Kong, Chine | 646 | 3,2 | 12 | 6 | Hong Kong, Chine | 704 | 3,4 | 8 |
| | Exportations de produits nationaux | 34 | 0,2 | 60 | | Importations définitives [1] | 184 | 0,9 | 0 |
| | Réexportations | 612 | 3,0 | 11 | | | | | |
| 7 | Mexique | 617 | 3,1 | 4 | 7 | Inde | 702 | 3,4 | 4 |
| 8 | Émirats arabes unis [1] | 603 | 3,0 | 6 | 8 | Mexique | 644 | 3,1 | 4 |
| 9 | Canada | 568 | 2,8 | 0 | 9 | Corée, République de | 632 | 3,1 | -2 |
| 10 | Royaume-Uni | 513 | 2,6 | -2 | 10 | Canada | 573 | 2,8 | 0 |
| 11 | Singapour | 506 | 2,5 | 6 | 11 | Émirats arabes unis [1] | 539 | 2,6 | 14 |
| | Exportations de produits nationaux | 215 | 1,1 | 1 | | | | | |
| | Réexportations | 291 | 1,4 | 10 | | | | | |
| 12 | Taipei chinois | 474 | 2,4 | 10 | 12 | Singapour | 459 | 2,2 | 8 |
| | | | | | | Importations définitives [1] | 168 | 0,8 | 5 |
| 13 | Suisse | 447 | 2,2 | 6 | 13 | Taipei chinois | 401 | 2,0 | 12 |
| 14 | Inde | 443 | 2,2 | 3 | 14 | Viet Nam | 379 | 1,8 | 16 |
| 15 | Fédération de Russie | 417 | 2,1 | -2 | 15 | Suisse | 369 | 1,8 | 1 |
| 16 | Viet Nam | 403 | 2,0 | 14 | 16 | Türkiye | 344 | 1,7 | -5 |
| 17 | Australie | 341 | 1,7 | -8 | 17 | Thaïlande | 307 | 1,5 | 6 |
| 18 | Brésil | 337 | 1,7 | -1 | 18 | Malaisie | 300 | 1,5 | 13 |
| 19 | Malaisie | 330 | 1,6 | 6 | 19 | Australie | 296 | 1,4 | 3 |
| 20 | Arabie saoudite, Royaume d' | 305 | 1,5 | -5 | 20 | Fédération de Russie [2] | 295 | 1,4 | -3 |
| 21 | Thaïlande | 301 | 1,5 | 5 | 21 | Brésil | 278 | 1,4 | 10 |
| 22 | Indonésie | 265 | 1,3 | 2 | 22 | Indonésie | 234 | 1,1 | 5 |
| 23 | Türkiye | 262 | 1,3 | 2 | 23 | Arabie saoudite, Royaume d' | 232 | 1,1 | 12 |
| 24 | Norvège | 168 | 0,8 | -3 | 24 | Philippines | 134 | 0,7 | 0 |
| 25 | Afrique du Sud | 110 | 0,5 | -1 | 25 | Afrique du Sud [1] | 123 | 0,6 | -6 |
| 26 | Iran [1] | 106 | 0,5 | 9 | 26 | Norvège | 97 | 0,5 | 2 |
| 27 | Iraq [1] | 102 | 0,5 | 3 | 27 | Israël | 92 | 0,4 | 0 |
| 28 | Chili | 100 | 0,5 | 6 | 28 | Égypte [1] | 86 | 0,4 | 4 |
| 29 | Qatar | 94 | 0,5 | -4 | 29 | Iraq [1] | 86 | 0,4 | 31 |
| 30 | Kazakhstan | 82 | 0,4 | 5 | 30 | Chili | 84 | 0,4 | -1 |
| | **Total [3]** | **18 369** | **91,5** | **-** | | **Total [3]** | **18 530** | **90,3** | **-** |
| | **Monde, à l'exclusion du commerce intra-UE [3]** | **20 076** | **100,0** | **-5** | | **Monde, à l'exclusion du commerce intra-UE [3]** | **20 512** | **100,0** | **3** |

(1) Estimations du Secrétariat.
(2) Importations f.a.b.
(3) Y compris d'importantes réexportations ou importations destinées à la réexportation.

*Source:* OMC-CNUCED. D'autres données sont disponibles à l'adresse http://stats.wto.org/.

## Tableau 3 de l'appendice: Principaux exportateurs et importateurs de services commerciaux, 2024

Milliards de $EU et %

| Rang | Exportateurs | Valeur | Part | Variation annuelle en % | Rang | Importateurs | Valeur | Part | Variation annuelle en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | États-Unis d'Amérique | 1 077 | 12,4 | 8 | 1 | États-Unis d'Amérique | 787 | 9,9 | 9 |
| 2 | Royaume-Uni | 645 | 7,4 | 11 | 2 | Chine | 608 | 7,7 | 11 |
| 3 | Irlande | 519 | 6,0 | 20 | 3 | Allemagne | 550 | 6,9 | 6 |
| 4 | Allemagne | 465 | 5,4 | 4 | 4 | Irlande | 467 | 5,9 | 11 |
| 5 | Chine | 444 | 5,1 | 17 | 5 | Royaume-Uni | 399 | 5,0 | 11 |
| 6 | Singapour | 395 | 4,6 | 10 | 6 | Singapour | 351 | 4,4 | 8 |
| 7 | France | 391 | 4,5 | 6 | 7 | France | 339 | 4,3 | 2 |
| 8 | Inde | 374 | 4,3 | 11 | 8 | Pays-Bas | 306 | 3,9 | 5 |
| 9 | Pays-Bas | 329 | 3,8 | 4 | 9 | Inde | 268 | 3,4 | 9 |
| 10 | Japon | 223 | 2,6 | 9 | 10 | Japon | 240 | 3,0 | 6 |
| 11 | Espagne | 219 | 2,5 | 12 | 11 | Suisse | 215 | 2,7 | 12 |
| 12 | Suisse | 179 | 2,1 | 10 | 12 | Italie | 161 | 2,0 | 7 |
| 13 | Émirats arabes unis [1] | 176 | 2,0 | … | 13 | Corée, République de | 161 | 2,0 | 7 |
| 14 | Canada | 158 | 1,8 | 3 | 14 | Canada | 158 | 2,0 | 5 |
| 15 | Italie | 154 | 1,8 | 5 | 15 | Belgique | 157 | 2,0 | -1 |
| 16 | Luxembourg | 153 | 1,8 | 3 | 16 | Suède | 124 | 1,6 | 9 |
| 17 | Belgique | 143 | 1,7 | -5 | 17 | Luxembourg | 123 | 1,6 | 2 |
| 18 | Corée, République de | 138 | 1,6 | 11 | 18 | Danemark | 120 | 1,5 | 7 |
| 19 | Danemark | 126 | 1,5 | 9 | 19 | Espagne | 111 | 1,4 | 16 |
| 20 | Suède | 118 | 1,4 | 12 | 20 | Australie | 107 | 1,4 | 7 |
| 21 | Pologne | 117 | 1,3 | 7 | 21 | Émirats arabes unis [1] | 106 | 1,3 | … |
| 22 | Türkiye | 115 | 1,3 | 8 | 22 | Brésil | 101 | 1,3 | 17 |
| 23 | Hong Kong, Chine | 109 | 1,3 | 12 | 23 | Arabie saoudite, Royaume d' | 94 | 1,2 | 6 |
| 24 | Autriche | 94 | 1,1 | 5 | 24 | Hong Kong, Chine | 90 | 1,1 | 14 |
| 25 | Israël | 83 | 1,0 | 2 | 25 | Autriche | 87 | 1,1 | 4 |
| 26 | Australie | 83 | 1,0 | 9 | 26 | Fédération de Russie | 80 | 1,0 | 6 |
| 27 | Thaïlande | 71 | 0,8 | 27 | 27 | Pologne | 74 | 0,9 | 12 |
| 28 | Mexique | 62 | 0,7 | 11 | 28 | Thaïlande | 73 | 0,9 | 12 |
| 29 | Portugal | 61 | 0,7 | 8 | 29 | Taipei chinois | 71 | 0,9 | 11 |
| 30 | Taipei chinois | 58 | 0,7 | 9 | 30 | Mexique | 70 | 0,9 | -6 |
| | **Total** | **7 279** | **83,8** | **-** | | **Total** | **6 599** | **83,2** | **-** |
| | **Monde** | **8 687** | **100,0** | **9** | | **Monde** | **7 935** | **100,0** | **8** |

(1) Estimations du Secrétariat. Données trimestrielles non disponibles.
… Chiffres non disponibles ou non comparables.

*Note:* Estimations préliminaires fondées sur des statistiques trimestrielles. Les chiffres donnés pour un certain nombre de pays et territoires sont des estimations du Secrétariat. D'autres données sont disponibles à l'adresse http://stats.wto.org/ et sur la Plate-forme de données sur le commerce mondial des services.

*Source:* OMC-CNUCED.

## Tableau 4 de l'appendice: Principaux exportateurs et importateurs de services commerciaux, à l'exclusion du commerce intra-UE, 2024

Milliards de $EU et %

| Rang | Exportateurs | Valeur | Part | Variation annuelle en % | Rang | Importateurs | Valeur | Part | Variation annuelle en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Exportations extra-UE | 1 642 | 23,2 | 8 | 1 | Importations extra-UE | 1 437 | 22,1 | 6 |
| 2 | États-Unis d'Amérique | 1 077 | 15,2 | 8 | 2 | États-Unis d'Amérique | 787 | 12,1 | 9 |
| 3 | Royaume-Uni | 645 | 9,1 | 11 | 3 | Chine | 608 | 9,4 | 11 |
| 4 | Chine | 444 | 6,3 | 17 | 4 | Royaume-Uni | 399 | 6,1 | 11 |
| 5 | Singapour | 395 | 5,6 | 10 | 5 | Singapour | 351 | 5,4 | 8 |
| 6 | Inde | 374 | 5,3 | 11 | 6 | Inde | 268 | 4,1 | 9 |
| 7 | Japon | 223 | 3,1 | 9 | 7 | Japon | 240 | 3,7 | 6 |
| 8 | Suisse | 179 | 2,5 | 10 | 8 | Suisse | 215 | 3,3 | 12 |
| 9 | Émirats arabes unis [1] | 176 | 2,5 | … | 9 | Corée, République de | 161 | 2,5 | 7 |
| 10 | Canada | 158 | 2,2 | 3 | 10 | Canada | 158 | 2,4 | 5 |
| 11 | Corée, République de | 138 | 1,9 | 11 | 11 | Australie | 107 | 1,7 | 7 |
| 12 | Türkiye | 115 | 1,6 | 8 | 12 | Émirats arabes unis [1] | 106 | 1,6 | … |
| 13 | Hong Kong, Chine | 109 | 1,5 | 12 | 13 | Brésil | 101 | 1,6 | 17 |
| 14 | Israël | 83 | 1,2 | 2 | 14 | Arabie saoudite, Royaume d' | 94 | 1,4 | 6 |
| 15 | Australie | 83 | 1,2 | 9 | 15 | Hong Kong, Chine | 90 | 1,4 | 14 |
| 16 | Thaïlande | 71 | 1,0 | 27 | 16 | Fédération de Russie | 80 | 1,2 | 6 |
| 17 | Mexique | 62 | 0,9 | 11 | 17 | Thaïlande | 73 | 1,1 | 12 |
| 18 | Taipei chinois | 58 | 0,8 | 9 | 18 | Taipei chinois | 71 | 1,1 | 11 |
| 19 | Norvège | 57 | 0,8 | 7 | 19 | Mexique | 70 | 1,1 | -6 |
| 20 | Malaisie | 53 | 0,8 | 25 | 20 | Norvège | 64 | 1,0 | 7 |
| 21 | Arabie saoudite, Royaume d' | 53 | 0,7 | 14 | 21 | Indonésie | 58 | 0,9 | 12 |
| 22 | Philippines | 52 | 0,7 | 8 | 22 | Malaisie | 56 | 0,9 | 8 |
| 23 | Brésil | 48 | 0,7 | 7 | 23 | Türkiye | 52 | 0,8 | 8 |
| 24 | Fédération de Russie | 41 | 0,6 | 4 | 24 | Israël | 44 | 0,7 | -6 |
| 25 | Macao, Chine | 40 | 0,6 | 11 | 25 | Philippines | 37 | 0,6 | 24 |
| 26 | Indonésie | 39 | 0,5 | 16 | 26 | Viet Nam | 35 | 0,5 | 22 |
| 27 | Qatar | 30 | 0,4 | -2 | 27 | Qatar | 32 | 0,5 | -15 |
| 28 | Égypte | 27 | 0,4 | -16 | 28 | Koweït, État du | 26 | 0,4 | -7 |
| 29 | Maroc | 27 | 0,4 | 9 | 29 | Égypte | 25 | 0,4 | 22 |
| 30 | Viet Nam | 23 | 0,3 | 19 | 30 | Argentine | 22 | 0,3 | 1 |
| | **Total** | **6 522** | **92,0** | **-** | | **Total** | **5 867** | **90,4** | **-** |
| | **Monde (à l'exclusion du commerce intra-UE)** | **7 088** | **100,0** | **10** | | **Monde (à l'exclusion du commerce intra-UE)** | **6 490** | **100,0** | **8** |

(1) Estimations du Secrétariat. Données trimestrielles non disponibles.

… Chiffres non disponibles ou non comparables.

*Note:* Estimations préliminaires fondées sur des statistiques trimestrielles. Les chiffres donnés pour un certain nombre de pays et territoires sont des estimations du Secrétariat. D'autres données sont disponibles à l'adresse http://stats.wto.org/ et sur la Plate-forme de données sur le commerce mondial des services.

*Source:* OMC-CNUCED.

## Tableau 5 de l'appendice: Principaux exportateurs et importateurs de services fournis par voie numérique, 2024

Milliards de $EU et %

| Rang | Exportateurs | Valeur | Part | Variation annuelle en % | Rang | Importateurs | Valeur | Part | Variation annuelle en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | États-Unis d'Amérique | 707 | 15,2 | 7 | 1 | États-Unis d'Amérique | 424 | 10,9 | 8 |
| 2 | Royaume-Uni | 452 | 9,8 | 9 | 2 | Irlande | 399 | 10,3 | 11 |
| 3 | Irlande | 417 | 9,0 | 25 | 3 | Allemagne | 266 | 6,8 | 7 |
| 4 | Allemagne | 272 | 5,9 | 5 | 4 | Royaume-Uni | 202 | 5,2 | 7 |
| 5 | Inde | 269 | 5,8 | 8 | 5 | Pays-Bas | 194 | 5,0 | 5 |
| 6 | Chine | 221 | 4,8 | 6 | 6 | France | 176 | 4,5 | 2 |
| 7 | Singapour | 204 | 4,4 | 8 | 7 | Singapour | 165 | 4,3 | 5 |
| 8 | Pays-Bas | 201 | 4,3 | 3 | 8 | Chine | 165 | 4,2 | 4 |
| 9 | France | 200 | 4,3 | 8 | 9 | Japon | 162 | 4,2 | 7 |
| 10 | Luxembourg | 126 | 2,7 | 3 | 10 | Suisse | 143 | 3,7 | 11 |
| 11 | Suisse | 122 | 2,6 | 11 | 11 | Inde | 117 | 3,0 | 7 |
| 12 | Japon | 118 | 2,5 | 1 | 12 | Luxembourg | 92 | 2,4 | 3 |
| 13 | Belgique | 89 | 1,9 | -2 | 13 | Belgique | 87 | 2,2 | -3 |
| 14 | Canada | 84 | 1,8 | 0 | 14 | Italie | 83 | 2,1 | 6 |
| 15 | Espagne | 82 | 1,8 | 14 | 15 | Canada | 82 | 2,1 | 1 |
| 16 | Suède | 80 | 1,7 | 12 | 16 | Suède | 82 | 2,1 | 10 |
| 17 | Italie | 69 | 1,5 | 9 | 17 | Corée, République de | 73 | 1,9 | 6 |
| 18 | Corée, République de | 68 | 1,5 | 8 | 18 | Espagne | 55 | 1,4 | 12 |
| 19 | Israël | 60 | 1,3 | -1 | 19 | Brésil | 51 | 1,3 | 21 |
| 20 | Pologne | 54 | 1,2 | 14 | 20 | Danemark | 46 | 1,2 | 4 |
| 21 | Émirats arabes unis | 52 | 1,1 | … | 21 | Émirats arabes unis | 42 | 1,1 | … |
| 22 | Hong Kong, Chine | 48 | 1,0 | 7 | 22 | Pologne | 41 | 1,0 | 13 |
| 23 | Danemark | 39 | 0,8 | 11 | 23 | Autriche | 40 | 1,0 | 4 |
| 24 | Autriche | 38 | 0,8 | 4 | 24 | Thaïlande | 33 | 0,9 | 11 |
| 25 | Taipei chinois | 29 | 0,6 | 6 | 25 | Australie | 29 | 0,7 | 7 |
| 26 | Finlande | 27 | 0,6 | 20 | 26 | Taipei chinois | 28 | 0,7 | 4 |
| 27 | Brésil | 24 | 0,5 | 8 | 27 | Mexique | 28 | 0,7 | -6 |
| 28 | Philippines | 23 | 0,5 | 9 | 28 | Indonésie | 27 | 0,7 | 12 |
| 29 | Chypre | 22 | 0,5 | 21 | 29 | Finlande | 27 | 0,7 | 5 |
| 30 | Norvège | 22 | 0,5 | 6 | 30 | Hong Kong, Chine | 26 | 0,7 | 7 |
| | **Total** | **4 216** | **90,9** | **-** | | **Total** | **3 386** | **87,1** | **-** |
| | **Monde** | **4 637** | **100,0** | **8** | | **Monde** | **3 888** | **100,0** | **7** |

… Chiffres non disponibles ou non comparables.

*Note:* D'autres données sont disponibles sur la Plate-forme de données sur le commerce mondial des services de l'OMC (https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/services_trade_data_hub_f.htm)

*Source:* OMC-CNUCED.

# Bibliographie


Amador, M. et Bagwell, K. (2013), "The Theory of Optimal Delegation With an Application to Tariff Caps", *Econometrica*.

Amiti, M., Redding, S. J. et Weinstein, D. E. (2019), "The Impact of the 2018 Tariffs on Prices and Welfare", *Journal of Economic Perspectives*, 33(4), pages 187 à 210.

Bagwell, K. et Staiger, R. W. (2002), *The Economics of the World Trading System*, MIT Press.

Bekkers, E. et Teh, R. (2021), "Trade Tensions and Trade Policy Uncertainty", dans *Policy Analysis and Modeling of the Global Economy: A Festschrift Celebrating Thomas Hertel.*

Blanga-Gubbay, M. et Rubínová, S. (2024), "Is the Global Economy Fragmenting?", document de travail de l'OMC n° ERSD-2023-10, Organisation mondiale du commerce.

Caldara, D., Iacoviello, M., Molligo, P., Prestipino, A. et Raffo, A. (2020), "The economic effects of trade policy uncertainty", *Journal of Monetary Economics.*

Carballo, J., Handley, K. et Limão, N. (2022), "Economic and policy uncertainty: Aggregate export dynamics and the value of agreements", *Journal of International Economics.*

Delpeuch, S., Fize, E. et Martin, P. (2024), "Trade Imbalances, Fiscal Imbalances and the Rise of Protectionism: Evidence from G20 Countries", *IMF Economic Review*.

Fajgelbaum, P. D., Goldberg, P. K., Kennedy, P. J. et Khandelwal, A. K. (2020), "The Return to Protectionism", *The Quarterly Journal of Economics* 135(1), pages 1 à 55.

Furceri, D., Hannan, S. A., Ostry, J. D. et Rose, A. K. (2022), "The Macroeconomy After Tariffs", *The World Bank Economic Review* 36(2), pages 361 à 381.

Gonciarz, T. et Verbeet, T. (2024), "Significance of Most-Favoured Nation Terms in Global Trade: A Comprehensive Analysis", document de travail de l'OMC, Organisation mondiale du commerce.

Gourinchas, P.O., Pazarbasioglu, C., Srinivasan, K., Valdés, R. (2024), "Trade Balances in China and the US Are Largely Driven by Domestic Macro Forces", IMF Blog, septembre 2024.

Graziano, A.G., Handley, K. et Limão, N. (2020), "Brexit Uncertainty: Trade Externalities beyond Europe", *AEA Papers and Proceedings*.

Handley, K. et Limão, N. (2017), "Policy Uncertainty, Trade, and Welfare: Theory and Evidence for China and the United States", *American Economic Review.*

Horn, H., Maggi, G. et Staiger, R. (2010), "Trade Agreements as Endogenously Incomplete Contracts", *American Economic Review.*

Osnago, A., Piermartini, R. et Rocha, N. (2018) "The Heterogeneous Effects of Trade Policy Uncertainty: How Much Do Trade Commitments Boost Trade?", *World Bank Policy Research Working Paper.*

## Ressources utiles

**Données de l'OMC – Renseignements sur le commerce et les mesures de politique commerciale**
**data.wto.org**
Ce portail permet d'accéder à une sélection de bases de données essentielles contenant des statistiques et des renseignements sur diverses mesures liées au commerce.

**Statistiques de l'OMC**
**stats.wto.org**
Un portail de données facile à utiliser qui permet d'accéder à une grande variété d'indicateurs statistiques de l'OMC sur le commerce international, les droits de douane, les mesures non tarifaires et d'autres indicateurs.

**Plate-forme de données sur le commerce mondial des services**
**services_trade_data_hub_f.htm**
Cette plate-forme donne accès à des données complètes sur le commerce des services et permet aux utilisateurs de personnaliser les données selon leurs besoins.

**Statistiques du commerce mondial**
**www.wto.org/wts24**
Les Statistiques du commerce mondial donnent des indications clés sur les tendances du commerce mondial en 2024.

**Organisation mondiale du commerce**
154, rue de Lausanne
CH-1211 Genève 2
Suisse
Tél.: +41 (0)22 739 51 11

**Publications de l'OMC**
Courrier électronique: publications@wto.org
www.wto.org

ISBN (version imprimée) 978-92-870-7495-9
ISBN (version électronique) 978-92-870-7494-2

Imprimé par l'Organisation mondiale du commerce.
© Organisation mondiale du commerce 2025.
Maquette conçue par Triptik, Annecy.

Le rapport "Perspectives et statistiques du commerce mondial" de l'OMC présente les prévisions du Secrétariat de l'OMC concernant le commerce mondial pour 2025 et 2026. Il contient des ventilations du commerce des marchandises et du commerce des services commerciaux par secteur et par région, ainsi que des renseignements détaillés concernant les principaux pays importateurs et exportateurs. Un chapitre analytique examine les effets économiques de l'incertitude dans le domaine de la politique commerciale. La publication du rapport coïncide avec celle des dernières statistiques commerciales trimestrielles et annuelles de l'OMC, qui peuvent être téléchargées à partir de la base de données en ligne de l'Organisation à l'adresse suivante: stats.wto.org.

ISBN 978-92-870-7494-2
9789287074942